

Le Monde

JEUNESSE

Les articles de jeunes gens que nous avons publiés en cette même page le 22 février dernier ont suscité de nombreuses réactions. Plusieurs de nos correspondants, ils le disent ici, ont été déçus : Marc Prigent, parce que le nihilisme affiché par les auteurs recouvre une acceptation de l'ordre établi ; Dominique Filatre, parce qu'il n'y a trouvé aucune trace de génie et qu'il n'y a pas de génie sans jeunesse. Thomas Moutel constate que Bernard Lavilliers occupe, chez les moins de dix-huit ans, la place que tenait Sartre chez leurs aînés. Quant à Grégoire Delacourt, il se préoccupe, plus peut-être qu'il ne l'admet lui-même, du problème de la guerre.

Vingt ans dans deux mois

par GRÉGOIRE DELACOURT

DANS deux mois j'aurai vingt ans et rien n'aura changé. Il y aura toujours certains mots qui reviennent souvent, partout, des phrases toutes faites, des idées en fait, des tas de choses qui, finalement, ne valent rien du tout. Au fond, c'est presque rassurant : ce qui serait inquiétant, c'est que, du jour au lendemain, on ne parle plus ni du malheur ni de la misère du monde. Vingt ans, et même pas un an de révolte ou un malgre pout serré en guise de protestation. J'ai, depuis bien longtemps, compris que ça ne changera rien, qu'il ne servait plus à rien de parler d'amour ou de tendre la main à quelqu'un. Je ne changerai pas le monde, j'en suis sûr maintenant.

Mais je ne m'avoue pas pour autant fini : si je ne parle plus

d'amour, je le vis. Du moins j'y travaille. La paix, elle commence ici, tout près, autour de moi, je la prépare, avec toute la force et toute l'espérance de mes vingt ans, justement. On ne m'a pas encore assez pris pour que je sois tout à fait fou : je crois encore en certaines valeurs, même si elles n'ont plus cours hors des classes de philosophie.

La guerre, je m'en fous. Christophe Bernheim, dans son article, dit : « Stop. Continuez sans moi. » Moi, peut-être plus humble ou plus lâche, je ne dis rien du tout : je n'ai jamais joué à ce jeu-là et je n'est pas maintenant, sous cent prétextes, que je vais prendre position. La guerre, quoi que je dise, viendra si elle doit venir. Elle ne sera pas la mienne, et pourtant, parce que j'ai vingt ans, c'est moi qu'on appellera en premier.

Non à la guerre

Les Jeux aussi ça ne m'intéresse plus : je suis écœuré de tout ce à quoi ils servent. Si j'étais sportif, rien au monde n'aurait pu me convaincre de ne pas y aller. Surtout quand on sait la somme de travail que représente une telle compétition. Les droits de l'homme, alors ? Parlez-moi : boycotter les Jeux, c'est refuser au sportif ses droits d'homme. Et si j'étais quelqu'un d'autre, un député ou un homme de la rue ? Ça change tout : les Jeux ne me concernent plus, et je joue seulement à prendre position.

Voilà. On m'a quand même bien eu, parce que j'en ai parlé, de la guerre et des Jeux. Même pour dire que je m'en fous. Si mon père lisait cet article, il aurait certainement un petit pincement au cœur. Avoir un fils qui ne crie même pas NON à la guerre ! Mais je reste convaincu qu'au fond de lui il serait fier. Parce qu'il aurait compris, pour l'avoir vécu, que dire non ne changeait rien, sinon à se débarrasser des vrais problèmes ; et il est vrai que militer contre les Jeux, par exemple, c'est une échappatoire un peu facile et un peu naïve. Autant plus que l'on croit encore en la bonté des hommes et que l'on est, au bout du compte, toujours manipulé.

La paix se travaille. C'est un travail de longue haleine qui demande des sacrifices, de la ténacité, de l'humilité aussi, et non pas, surtout pas, un grand cri que

● **Précision :** M. Serge Villain, inspecteur adjoint des finances à Bruxelles, délégué au bureau national du parti socialiste belge et député européen suppléant, nous prie de préciser qu'il n'a rien de commun avec son homonyme, « *Tournaisien, Picard, membre de Wallonie libre* », auteur de l'article « *Qu'on n'en parle plus !* » publié dans la page « *Idees* » du 22 juillet sur la Belgique.

De Sartre à Lavilliers

par THOMAS MOUTEL (*)

dans ce langage carré qui lui est si particulier : « Si tu es vivant, hâte-toi ! » Enfin, lorsque Sartre, aux élections présidentielles de 1974, partant du principe que « tout est parti de droite », se prononce pour l'« abstention révolutionnaire », Lavilliers jette : « Ne signe pas la carte » et « n'appartient jamais à personne ! »

Pourquoi alors ce désintérêt déshabitué et dédaigné à l'égard de Sartre et cette idole autour du mythe Lavilliers ? L'indifférence à l'égard de Sartre « militant » ne saurait s'expliquer par le fait que ce dernier a cessé de militer au

moment même du début de l'adolescence de cette génération (en 1974), mais au contraire par le fait que celle-ci n'a jamais milité pour une cause, n'a jamais éprouvé le besoin de s'engager réellement dans une lutte contre telle ou telle injustice. La nouvelle génération se caractérise par une absence de révolte « sur le terrain », le désengagement politique s'accompagnant le plus souvent d'une absence totale d'idéal. La plupart des jeunes ne voteront pas aux élections présidentielles de 1981, ou alors sans conviction. Les quelques « étres d'exception » qui diffusent des tracts à la sortie des lycées sont pris pour de doux illuminés qui croient encore que l'on « peut faire quelque chose ».

Une seule échappatoire

L'opinion la plus répandue est que la nouvelle génération se dépolitise en réaction contre l'impression de stagnation qu'elle a eue à la scène politique (désunion de la gauche, divergences au sein de la majorité, scandales). D'une certaine manière, c'est vrai. Mais, d'un autre côté, on trône le contre-sens à affirmer que la jeunesse se dépolitise implique que ce désengagement résulte d'un choix politique, alors qu'il n'en est rien ! En se dépolitisant, la nouvelle génération ne fait en réalité que se conformer à une certaine image que le pouvoir a inculqué : celle d'un individu indifférent, stable. Celui-ci a réussi à faire de la marginalité un conformisme : cette génération, qui se divise elle-même en de multiples castes bien définies par un certain type d'habillement, de musique et de « philosophie personnelle » (les « modes », les « ska », les « punks », les « disco », les « rockers », les « zénares », les « loucheurs », les habitués du Palais) et enfin les « étres », babacool, se distingue, en effet, par le fait d'avoir touché, de près ou de loin, à la drogue.

Cette génération, lorsqu'elle fume un « joint », a l'illusion de pratiquer l'interdit, et, du même coup, de vivre dans une certaine « marge », de transgresser la loi et donc de pratiquer une certaine contestation. En fait la « génération-pot » se laisse en croyant se situer dans une sorte d'anarchie hachée et passive, en croyant échapper à « moule », elle ne fait au contraire que se conformer inconsciemment à l'opinion que l'on a d'elle.

La génération du cocon et du mythe

Dans un concert de Bernard Lavilliers on est entré soi, on est bien. L'autre, le différent, est exclu. On vit chacun pour soi et Lavilliers pour tous, dans un cocon manichéen de contestation ouatée, n'étant dérangé par personne et ne dérangeant personne. Il est bien loin, Sartre, qui écrivait : « Il y a des gens qui se parlent pendant des heures pour trouver avec force qu'ils sont du même avis. » Oui, il est bien loin, mais Lavilliers est vivant. Sartre écrivait, Lavilliers chante. Sartre était vieux, Lavilliers est jeune. Sartre se battait « sur le terrain », Lavilliers dans un univers musical et poétique, Sartre se disait « tout

un homme, fait de tous les hommes et qui les veut tous et que veut n'importe qui », alors que Lavilliers est « un grand froufrou d'Amazonie ». C'est donc la génération du cocon et du mythe, la victoire du manichéisme. C'est en même temps un assassinat et la plus grande mystification politique du siècle : le pouvoir a réussi le coup de force de transformer l'espérance en fatalisme, de détourner de chacun ce qui constituait pour lui le principal danger, ce potentiel incroyable d'énergie créative et d'idées neuves : la jeunesse.

Un homme, fait de tous les hommes et qui les veut tous et que veut n'importe qui, alors que Lavilliers est « un grand froufrou d'Amazonie ». C'est donc la génération du cocon et du mythe, la victoire du manichéisme. C'est en même temps un assassinat et la plus grande mystification politique du siècle : le pouvoir a réussi le coup de force de transformer l'espérance en fatalisme, de détourner de chacun ce qui constituait pour lui le principal danger, ce potentiel incroyable d'énergie créative et d'idées neuves : la jeunesse.

La génération du cocon et du mythe

Dans un concert de Bernard Lavilliers on est entré soi, on est bien. L'autre, le différent, est exclu. On vit chacun pour soi et Lavilliers pour tous, dans un cocon manichéen de contestation ouatée, n'étant dérangé par personne et ne dérangeant personne. Il est bien loin, Sartre, qui écrivait : « Il y a des gens qui se parlent pendant des heures pour trouver avec force qu'ils sont du même avis. » Oui, il est bien loin, mais Lavilliers est vivant. Sartre écrivait, Lavilliers chante. Sartre était vieux, Lavilliers est jeune. Sartre se battait « sur le terrain », Lavilliers dans un univers musical et poétique, Sartre se disait « tout

Naïf, mais pas crédule

par DOMINIQUE FILATRE (*)

J'AI vingt ans. En soi, cela n'a aucune importance sinon le mérite de cadrer avec le symbolisme social de la jeunesse. Le Monde a donné la parole à trois jeunes le 22 février, mais le résultat en est bien déprimant. Pas une ligne de génie.

Pour être cavalière, la remarque n'en est pas moins opportune. Eh oui ! Le génie, c'est le fait de la jeunesse. Ceux qui ont révolutionné les sciences ont été les jeunes Marx, Einstein, Sartre, Rimbaud (la poésie, pas une science ? Allons donc !). Aujourd'hui, on s'imagine Marx comme une vieille barbe, Sartre est mort, mais cela ne change rien à l'affaire : les génies ont bien été les jeunes Marx et Sartre — ceux qui ont perçu la « chute des classes » et l'« existentialisme » — et, l'« existentialisme » qui les entourait, ouvrant ainsi la réflexion humaine à un champ radicalement nouveau.

Pourquoi est-ce une faculté de la jeunesse ? La capacité de penser autrement, sur des bases réinventées, apparaît incompatible avec trop d'expérience. L'expérience enseigne la soumission, la flatterie et la répression. Être jeune, c'est être naïf ; plus précisément encore, c'est le pouvoir d'être naïf. Mais naïveté n'est pas crédulité. Au contraire du crédule, le naïf est celui qui ne croit pas. Seule la perception atteint celui qui ne croit rien, puisque le naïf n'a rien à croire !

Qu'est-ce donc que la jeunesse refuse de croire ? Sur quels problèmes réfléchissent les génies que l'on reconnaît demain ? Il est difficile de répondre à cette dernière question lorsque l'on n'est pas sûr de pouvoir soutenir la prétention d'en être un. Restons modestes. Ce qui doit être retenu, me semble-t-il, est le refus de l'espérance. Cette attitude, synthétisée par le mot d'ordre « No future » dépasse de beaucoup le mouvement punk, instigateur de la formule. Léo Ferré, bien qu'il ne soit plus un jeune premier, exprimait dans le Monde l'attente d'idées que le projet est négatif en soi, dans la mesure où il enferme l'avenir dans le présent. Voyez simplement le problème social le plus important auquel se heurte la jeunesse, le chômage : le présent est déprimant et on le refuse, mais, en même temps, on refuse l'avenir contenu dans le présent.

Il serait faux d'en conclure que la jeunesse refuse d'avenir ou accepte de le sacrifier. Non, mais elle refuse l'espérance, cet avenir dont on peut parler au présent. Et nos aînés de pâlir d'effroi devant cette « jeunesse désespérée » ! En réalité, les générations qui ont

précédé la jeunesse actuelle sont surtout déçues par le refus de l'espérance. Elles y ont tellement cru que l'amalgame non-espérance/désespoir est devenu affectif. Il s'agit de défendre ses propres valeurs ! Le refus de l'espérance en tant que notion, valeur ou référence, paraît à nos aînés si bouleversant et inconcevable qu'ils se perdent dans les explications justificatives dérisoires. Et pourtant, c'est très simple : les jeunes Français de 1980 ne raisonnent plus en termes d'espérance.

A partir de là, on peut percevoir avec davantage de justesse la nature des transformations. La précarité, doublée de la contestation du travail est devenue la clef de voûte de la nouvelle pensée sociale qui apparaît avec la jeunesse actuelle. Le refus du travail est structurellement lié au refus de l'espérance.

Amorphes ?

En fait, l'élément inquiétant est que l'on veut absolument « dire » la jeunesse d'aujourd'hui. L'angoisse et le trouble sont dans les générations aînées. Cela n'a sans doute jamais été aussi clair. Et s'il est intéressant de se pencher sur le problème du chômage des jeunes, il l'est plus encore de s'attarder sur la perception concrète qu'en ont les gens. Je suis jeune, demain je serai au chômage : en ai-je peur ? Eh bien, je le confesse pour moi-même et sûrement pour beaucoup d'autres : en toute honnêteté, je m'en fous.

Est-ce à dire que nous sommes amorphes ? Je n'en sais rien, c'est possible (et après tout, je ne porte pas la responsabilité d'une génération) mais il est évident que la réalité chômage ne suscite pas la réaction que les adultes attendent de nous — nos aînés syndicalistes en particulier.

Sans doute cette nouvelle génération n'est-elle pas enthousiasmante. Elle n'est peut-être pas « jeunesse », puisqu'elle n'entre pas dans l'acception du mot tel qu'on l'avait compris avant nous. Je risquerais l'idée que nous sommes une génération qui ne peut pas exprimer sa jeunesse. Parce qu'il n'y a pas de présent pour elle, parce que nous disons non, et dans le silence, à la présence. Et tant qu'il n'y a pas de présent, il ne peut y avoir d'avenir, c'est-à-dire de projet. Bref, nous sommes une génération manquée... une de ces générations noires de l'histoire, qui ont produit tant de génies.

(*) Étudiant à l'I.R.P. de Bordeaux.

Faisons de la politique

par MARC PRIGENT

ON ouvrant le Monde du 22 février, j'ai d'abord été agréablement surpris de constater que des étudiants, des jeunes, décidaient de se faire entendre. Rapidement, le désenchantement est venu : ces voix semblaient venir d'outre-tombe. Discours mort, absence d'idées, dans cette page justement intitulée *Idees*.

Ces articles, fondés sur un constat désespéré et naïf, conduisent le lecteur dans une direction opposée à celle que voulaient leurs auteurs : celle du nihilisme. Il ne suffit pas de terminer par un mot d'espérance pour aller dans le « bon » sens.

Passons sur l'incohérence qui vide ces « papiers », s'il en était besoin, de tout contenu : le refus de la politique obéit le rejet de l'engagement, de la théorie, du parlementarisme, des partis... tout cela de manière plus ou moins claire et avouée. Le plus grave est l'absence totale de perspective et de volonté qui s'en dégage. Au départ, rien n'est tenté pour essayer de comprendre, d'analyser. A cela, ces étudiants, qui ne sont malheureusement que trop représentatifs, préfèrent un vieux discours facile et moralisateur, applicable à toute époque et en toute circonstance (à moins de croire à l'âge d'or).

En bref, il y a des méchants. Soyons bons, nous les convertirons et tout ira mieux. En attendant, on se lamente et on refuse de comprendre. Car comprendre signifie agir et vouloir. Or il est clair que l'immense majorité de la jeunesse actuelle ne sait pas ce qu'elle veut et qu'elle préfère attendre. Quand tout va mal, on s'abrite derrière ce qui existe, c'est-à-dire l'institution, la famille,

l'Etat, les hommes de parti et du pouvoir que l'on feint de rejeter violemment. Quant tout va mieux, il n'y a plus de raison d'en changer !

S'abstenir, c'est se jeter dans les bras, ou aux pieds, de ceux qui contrôlent le réel, c'est-à-dire du pouvoir, des pouvoirs... La jeunesse actuelle suivant en cela les mots d'ordre des idéologues du régime, rejette en bloc toutes les idéologies et, logiquement, refuse l'action politique. La conséquence est que le cadre de la vie politique ne sera pas remis en cause avant longtemps et que l'institution, les partis, les hommes politiques tant détestés ont un bel avenir devant eux.

Choisissons, autrement dit, faisons de la politique. Proposons au lieu de déléguer. Les problèmes ne manquent pas, les occasions de se faire entendre non plus.

La terrain du possible est le quotidien : c'est l'on refuse l'institution sous toutes ses formes, il faut savoir la dépasser, c'est-à-dire réfléchir aux moyens extra-institutionnels dont disposent chaque citoyen et groupe de citoyens : c'est le moment où l'armée de savoir et nous sommes réellement libres et si nous vivons sous un régime démocratique. Cette action permet l'engagement maximum de tous et, en particulier, des jeunes — qui ont vingt ans et qui ne croient en rien.

Il reste possible de vivre quelque chose d'extraordinaire en 1980, à condition de vouloir : l'union dans les luttes, sur le terrain, pour la survie d'une entreprise, d'un site, d'un

village, ou pour toute autre cause qui rapproche les hommes, brise le mur du silence et de l'indifférence, va à contre-courant de la tendance à la « privatisation ». L'important est d'être enfin des êtres sociaux, c'est-à-dire libres et responsables.

Le Monde
Service Abonnements
5, rue du Faubourg
10557 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4297-82

ABONNEMENTS
12 mois 12 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
284 F 331 F 441 F 594 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VIRENOMAL 1.250 F

347 F 461 F 556 F

ÉTRANGER
(tarif mensuel)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
224 F 284 F 331 F 441 F

II. - SUISSE - TURQUIE
280 F 346 F 423 F 540 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (C.C.P.) ou par mandat bien jointe ce chèque à leur demande.

Observations d'adresses défectueuses ou provisoires (de 2 à 3 semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez nous adresser vos réactions et vos suggestions en capital d'impression.

Jacques Derogy
présente

ISRAEL CONNÉCTION

La Mafia en Israël

« Jacques Derogy a écrit un livre terrible, qui dénonce, pour la première fois hors d'Israël, la gangrène qui ronge le colossal et infime Etat juif : le crime organisé. »

JEAN-FRANÇOIS HELD
« L'EXPRESS »

PLON



هكذا من الأصل

مَكَدَا مِنَ الْأَمَلِ

étranger

APRÈS LA MORT DE L'EX-CHAH

Le prince Cyrus pourrait être proclamé empereur le 31 octobre prochain

Le prince Cyrus Reza, âgé de dix-neuf ans, est fils aîné de l'ex-chah d'Iran, et depuis le dimanche 27 juillet l'héritier légitime de la dynastie des Pahlavi, fondée en 1925 par son grand-père Reza Khan. Le prince Cyrus a été proclamé officiellement héritier au trône à l'âge de sept ans, le jour du couronnement de ses parents le 26 octobre 1967. Ce jour-là, l'ex-chah conféra à son épouse, la Chahbanou, la dignité de régente de l'empire jusqu'à la majorité du prince héritier. C'est le 31 octobre prochain, à l'occasion de son vingtième anniversaire, que le prince Cyrus pourrait, en principe, être proclamé empereur d'Iran.

Le mort, dimanche, de Mohammad Reza Chah met un terme aux divisions qui agitaient les membres de la famille royale au sujet de la succession. Certains parmi ces derniers proposaient que l'ancien souverain nomme son fils cadet, le prince Ali Reza, âgé de treize ans, prince héritier en lieu et place du prince Cyrus, considéré comme peu apte à assumer des responsabilités. Photographie et cinéaste passionné, sportif et fervent adepte d'aviation, le prince Cyrus s'intéresse peu, en effet, aux affaires politiques. Il a obtenu à l'âge de treize ans son brevet de pilote après un stage à la base militaire de Lindbeck (Tennessee), et devint titulaire du brevet de pilote militaire en mars 1979. Il a commencé alors des études à Williams College, une petite université privée dans l'ouest du Massachusetts, qu'il a quittée voici plusieurs semaines pour se rendre au chevet de son père au Caïre.



(Dessin de Flanbu.)

Rebondissement de la crise en Iran

Le président Bani Sadr demande au parlement d'ajourner sine die la désignation du chef du gouvernement

Téhéran. — Coup de théâtre à Téhéran : alors qu'on espérait proche la fin du vide politique avec la proposition faite par le président Bani Sadr au Parlement de désigner M. Mostafa Mir Salim au poste de chef du gouvernement, le chef de l'État a écrit lundi 28 juillet au président de l'Assemblée pour lui demander d'ajourner sine die le débat à ce sujet. Il semble qu'une forte opposition se soit cristallisée parmi les députés contre la personne du candidat présidentiel qui avait pourtant reçu l'aval du parti républicain islamique. M. Mostafa Mir Salim figure en effet sur la liste des candidats du P.R.I., mais seulement en quatrième position.

Un accord avait été conclu lundi soir pour que le choix du premier ministre soit confié à une commission tripartite composée de représentants du Parlement, du président de la République et de l'imam Khomeini. Ce dernier a cependant fait diffuser mardi matin un communiqué déclarant : « L'imam n'envoie pas de représentant à cette commission car il considère que la nomination d'un premier ministre est une affaire qui concerne exclusivement le président de la République et l'Assemblée islamique. »

question des otages. Cependant, l'ayatollah Rastandjani s'est repris mardi matin pour affirmer que « l'attitude de policiers endormis contre des étudiants iraniens à Washington aura des conséquences néfastes » sur le statut des diplomates d'Iran. Des voix s'élevèrent au Parlement pour demander qu'un certain nombre d'entre eux soient jugés pour activités séditionnelles en Iran pendant l'exercice de leurs fonctions.

Interrogé à ce propos dans les couloirs du Parlement, l'ancien premier ministre, M. Mehdi Bazargan, a répondu la question : « Je ne sais rien du sort qui m'attend. Alors, celui des otages... » « Bazargan, tu seras bien jugé », lui lança quelques secondes plus tard un homme qui accompagnait l'ayatollah Khomeini, député et juge islamique chargé de poursuivre les ennemis de la République islamique.

Un autre dignitaire religieux, l'ayatollah Abolmoussa Ebameini, a été assassiné dimanche soir devant son domicile. L'attribution a été revendiquée par l'organisation islamique agnoscitaire Forghan, celle-là même qui avait fait exploser, mercredi dernier, une bombe dans une galerie commerciale à Téhéran, faisant six morts et plus de cent blessés.

Des déclarations contradictoires sur le sort des otages

Des manifestations plus ou moins spontanées se déroulent depuis dimanche soir devant les bureaux de M. Bani Sadr pour réclamer la nomination de M. Jalaleddine Farsi comme premier ministre, qui figurait en tête de liste des candidats du P.R.I. M. Farsi a déclaré récemment qu'il avait des divergences doctrinales profondes avec M. Bani Sadr qui l'empêcheraient, dans le cas de sa nomination, de collaborer avec le chef de l'État.

Le rebondissement de la crise illustre la quasi paralysie des institutions républicaines. Leur blocage tient autant à des textes constitutionnels très sophistiqués qu'à l'absence à la fois de principes démocratiques et à des impératifs religieux et à l'anarchie qui règne dans le pays.

Les déclarations contradictoires se multiplient d'ailleurs sur le sujet du sort des otages américains. Un porte-parole du président Bani Sadr a annoncé que la mort du chah « nous mène à la réflexion » sur leur avenir. Le président du Parlement annonçait, lundi, qu'une commission spéciale examinera la question dans les cinq prochains jours, ajoutant que la disparition de l'ancien souverain « provoquera des changements concernant la

M. BAKHTIAR LANCE UN APPEL POUR QUE « TOUTES LES FORCES NATIONALISTES » SE REGROUPENT SOUS SA DIRECTION.

M. Chapour Bakhtiar, dans une déclaration faite à Paris, a lancé un appel pour que « toutes les forces nationalistes et progressistes » se regroupent sous sa propre direction. Il a, d'autre part, rendu hommage au « courage et à l'honneur » du président Sadate, « qui a été le seul à occire le chah après sa chute ».

L'ancien premier ministre a enfin admis que le gouvernement iranien le soutient « dans la mesure où nous avons des intérêts communs ». « Contrairement à certains chefs du pétrole qui ont peur, ou qui sont à la solde de telle ou telle autre puissance », a ajouté M. Bakhtiar, les Iraniens ont pris clairement position contre le régime de Téhéran.

UN SEUL CHEF D'ÉTAT AUX OBSÈQUES

(Suite de la première page.)

Le cortège a quitté ensuite le palais au centre de la ville, et s'est dirigé vers la citadelle à travers le vieux quartier populaire de la rue Mohamed Ali. Le cercueil a été conduit sur un affût de canon et au son d'une marche funèbre jouée par la musique militaire égyptienne à la mosquée d'El-Rifai.

De style néo-mamelouk, la mosquée d'El-Rifai a été construite il y a cent vingt ans, sous le khéivé Ismail, et achevée au début de ce siècle. Elle fait face à la mosquée du sultan Hassan, construite au Moyen Âge, et qui passe pour l'un des plus beaux monuments islamiques anciens du Caïre. El-Rifai était appelé à servir de nécropole aux rois d'Égypte, et c'est surtout pour cela qu'elle est connue parmi les Égyptiens.

Les obsèques du chah fournissent à ses partisans venus de plusieurs pays d'Europe et des États-Unis une occasion pour se réunir et discuter de l'avenir. La princesse Asachen Chastik, nièce de l'ex-empereur et fondatrice, en mars 1979, à Paris, du mouvement Iran libre, nous a déclaré : « Nous allons reporter maintenant nos efforts sur le prince héritier Cyrus Reza qui obtiendra la majorité légale de vingt ans pour régner en octobre prochain ». La princesse, qui est arrivée lundi soir au Caïre, venant de France où elle dirige une trentaine de partisans de la dynastie pahlavi, estime que « la maladie empêchant sans doute le chah d'être un véritable chef pour nous, alors que son fils, jeune, en pleine forme et déjà éduqué, pourra donner un nouvel élan, un nouveau souffle à notre mouvement. En Iran, tout le monde a été, est ou sera monarchiste ».

Le prince Cyrus Reza se trouve au Caïre, où il est arrivé depuis peu de jours des États-Unis. Il a assisté aux derniers moments de son père, dont, assurent ses fidèles, il a recueilli les dernières paroles.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Une terre d'asile

De notre correspondant

Le Caïre. — Ceux qui avaient vu un geste à l'antique dans l'asile offert par le roi au chah d'Iran, abandonné de la terre étrangère, seront confortés dans leur opinion par les honneurs funéraires solennels qui sont rendus au Caïre, ce mardi, à l'empereur défunct.

Sans minimiser la générosité personnelle du roi, ni ses motivations politiques — leçon donnée tout à la fois à l'Occident et aux « musulmans révolutionnaires » — il est clair que le successeur de Nasser a pu agir comme il l'a fait seulement parce que le peuple égyptien a accepté sans mauvaise grâce la présence sur son sol des Pahlavi. Les quelques articles haineux parus ces derniers mois au Caïre dans les feuilles des contrées islamiques fondamentalistes, ne peuvent faire oublier qu'il existe, de très longue date en Égypte, un sentiment naturel de xénophilie, une prédisposition à offrir l'hospitalité, surtout lorsque son bénéficiaire est en difficulté.

« Khomeiny ne nous empêchera pas de permettre au chah et à sa famille de vivre tranquillement chez nous », avait-on pu entendre.

Des traditions d'hospitalité

Pour s'en tenir aux têtes couronnées, car les anciens politiques, notamment arabes en exil au Caïre, furent et sont encore légion, les rois George II de Grèce, Zog d'Albanie et Saoud d'Arabie, trouvèrent bon accueil en Égypte après la perte de leur trône. Le roi Ismaïl de Libye, presque contemporain, vit en Égypte sans problèmes depuis qu'il a été renversé par le coup d'État militaire du colonel Kadhafi en 1969. L'ancien souverain libyen

maintenant son fils, que sa dévotion reçut en 1947, sous le roi Farouk, une sépulture provisoire.

Le régime républicain, proclamé en juin 1953, devait maintenir les traditions d'hospitalité du pays et laisser vivre paisiblement en Égypte tant la princesse Fawziyah, première épouse de Mohamed Reza et sœur de Farouk, que la reine Nariman, seconde femme de ce dernier et mère de Fouad II, prétendant au trône d'Égypte.

Le roi Farouk lui-même, après sa mort survenue près de Rome en 1965, a vu sa dernière volonté d'être inhumé en terre égyptienne, être accueillie favorablement aussi bien par le gouvernement de Nasser que par l'homme de la rue, touché de cet ultime vœu du souverain défunct. C'est aux côtés du roi Farouk et du père de celui-ci, le roi Fouad I^{er}, mort en 1936, qu'est désormais enseveli, loin de son pays, le dernier chah de Perse. Une telle attitude n'est pas sans précédent dans la longue cohorte des monarques renversés, puisque au milieu des tombes royales françaises de Saint-Denis se trouve le gisant d'un roi arménien du Moyen Âge mort exilé en France.

Ironie de l'histoire, l'homme qui célébra, à Persépolis, les deux mille cinq centième anniversaire de la fondation de l'empire perse n'a eu, quelques années plus tard, pour échapper à ses ennemis que la terre d'Égypte sur laquelle régnèrent jadis, en tant que Pharaons, plusieurs de ses prédécesseurs les plus illustres, comme Cambyse, Darius, Xerxès et Artaxerxès. Sic transit gloria mundi...

J.-P. P.-H.

DES LIVRES SEUIL POUR TOUS LES TEMPS

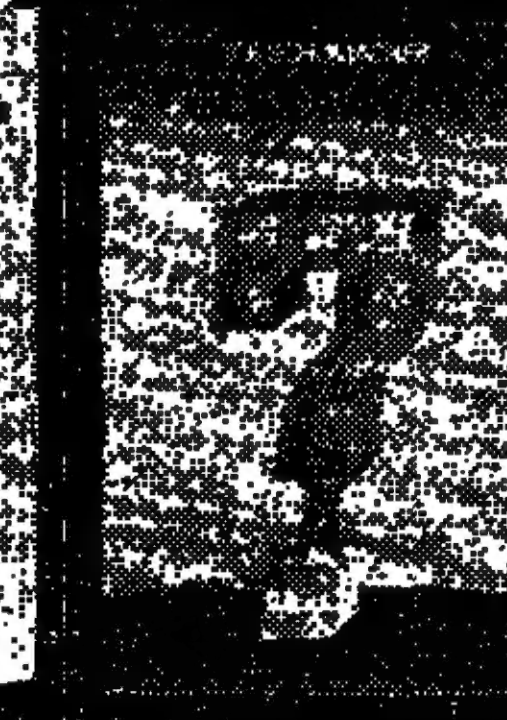
11 Société



Jean Robert
Le temps qu'on nous vole
Contre la société chronophage
Passés certains seuils de développement, les transports produisent le contraire de ce qu'ils sont censés produire : la rapidité.
Collection 01. 76 pages, 200 pages.



Jean-Luc Pinard-Legry, Benoit Lapouge
L'enfant et le pédagogue
Jean-Luc Pinard-Legry et Benoit Lapouge plaident pour le droit de l'enfant à l'autonomie, car dans cette affaire si bavarde, il est bien le seul à rester muet.
Collection 01. 122 pages.



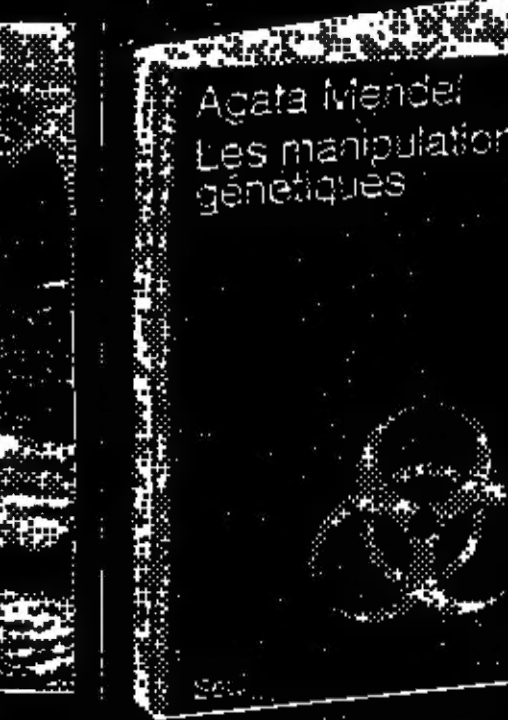
E.-F. Schumacher
Good Work
Il faut réinventer le travail, le Good Work, qui épanouisse au lieu d'abêtir et de détruire l'initiative. Par l'auteur de Small is beautiful.
Traduit de l'anglais par J.-P. Carasso. 208 pages.



Basil Booth, Frank Fitch
La terre en colère
Les cataclysmes naturels d'Haroun Tazieff
Mieux connaître les menaces qui pèsent sur notre planète pour mieux y faire face.
Traduit de l'anglais par J.-P. Simon. 352 pages, dont 16 d'illustrations.



Carl Sagan
Les dragons de l'Eden
Spéculations sur l'évolution de l'intelligence humaine et autre
Par l'un des plus célèbres écrivains scientifiques de notre époque, auteur notamment de Cosmic Connection.
Traduit de l'américain par V. Barot avec la collaboration de A. C. 286 pages.



Agata Mendel
Les manipulations génétiques
La biologie fournit elle vraiment le meilleur moyen de lutter contre la famine et la maladie dans le monde ? Le remède ne sera-t-il pas pire que le mal ?
335 pages.



Bertrand Gille
Les mécaniciens grecs
La naissance de la technologie
L'histoire des rapports entre science et technique.
240 pages.



André Langaney
Le sexe et l'innovation
« Le grand mérite de ce livre est de montrer l'extraordinaire variété des réponses fournies aux problèmes de la reproduction par les diverses espèces »
François Jacob
Le Monde
192 pages.

Demain : Religion

Derogy
DEL CTION
Le droit un livre
L'émancipation, la force

PROCHE-ORIENT

POINT DE VUE

Les faux révolutionnaires

par TAHAR BEN JELLOUN (*)

SECOURS depuis deux ou trois décennies par des révolutions questionnaires, le Proche-Orient s'est installé dans une crise structurelle profonde sans pour autant chercher à comprendre les problèmes, ni consentir un examen radical de la situation historique qu'il subit. Ceux qui en sont conscients et qui essaient de réfléchir et parfois d'agir sur la crise sont refoulés dans le statut d'opposant — un statut non reconnu — c'est-à-dire qu'ils sont automatiquement considérés comme « ennemis » à neutraliser, à enfermer, à exiler ou à liquider physiquement dans ou hors de leur patrie.

Le recours à la violence, c'est l'économie d'une réflexion et d'une pensée politiques qu'exige la gravité de la situation. Cela n'a rien de révolutionnaire, car c'est le triomphe des certitudes, c'est-à-dire des abstractions et des mythes, lesquels ne font pas l'histoire mais sa parodie et sa caricature creuse. On répète tout ce qui échappe aux certitudes d'une idéologie en train de se fabriquer et qu'on tente de plaquer sur des mentalités et des forces dont on sous-estime ou méconnaît les véritables aspirations.

Pour cela, on met en place des structures politiques qui ne tolèrent, de par leur nature, aucune faille, c'est-à-dire la contestation et le refus : c'est le propre du parti unique avec une idéologie linéaire et unilatérale, une idéologie totalitaire excluant toute autre forme de pensée et d'action.

Cette situation, qui se généralise de plus en plus dans le monde arabe, s'est trouvée tout d'un coup provoquée et déséquilibrée par un

élément qu'elle n'avait pas prévu ou qu'elle avait sous-estimé : le facteur religieux. La révolution iranienne — en tant que bouleversement historique et tremblement qui n'a pas cessé sa trajectoire — a été l'élément imprévu qui a précipité le déclenchement d'une crise assez importante dans le monde arabe. Certains régimes ont voulu prévenir ces crises en réprimant ou en censurant les mouvements religieux, car ils savent que l'islam — chite surtout — peut être l'expression d'une contestation politique qui va au-delà des revendications d'ordre strictement spirituel.

Aucun pays arabe n'échappe à cette vague plus ou moins significative. Mais l'exemple de l'Iran, avec ses extravagances et ses incohérences, est présent dans le regard et la pensée des gens déshérités et qui n'ont plus que l'islam pour exprimer leur révolte. Ceci ne justifie rien de l'action politique de mouvements extrémistes qui n'ont pas attendu Khomeiny pour se manifester, en Egypte notamment, et qui ont de tout temps cherché à jouer un rôle politique dans l'appareil d'Etat.

Ce qui se passe aujourd'hui dans certains pays arabes signifie que les certitudes idéologiques se fissurent. L'exécution des opposants, l'effacement de toutes pensées opposées, l'absence de liberté d'expression et d'action, le refus catégorique de toute forme de démocratie, tout cela ne fait qu'exacerber profondément les racines de la crise, et reporte à une date lointaine la réalisation de deux rêves : le fameux « Nahda » (renaissance) et l'utopique unité du monde arabe.

(*) Ecrivain marocain.

Liban

UN DIRIGEANT DU PARTI BAAS PRO-IRAKIEN EST ASSASSINÉ A BEYROUTH

BEYROUTH (A.F.P.). — Un dirigeant de la section libanaise du parti Baas (pro-irakien), M. Moussa Chéhab, a été assassiné, lundi 28 juillet, par des éléments armés non identifiés, alors qu'il se trouvait en voiture sur la route menant à l'aéroport de Beyrouth (notre dernière édition du 28 juillet). Son garde du corps a été tué lui aussi. Membre influent du commandement régional du Baas depuis 1976, M. Chéhab, âgé de trente-sept ans, était un écrivain connu au Liban.

Le parti Baas et le Front de libération arabe (pro-irakien) ont accusé le mouvement politique-militaire chite Amal d'être à l'origine de cet assassinat et de vouloir « éliminer physiquement » les personnalités chites « poudrières ». M. Chéhab était lui-même de confession chite. Cette communauté est partagée au Liban entre éléments pro-irakiens et pro-israéliens. Le secrétaire général de l'Amal, M. Nabih Berri, a nié toute implication de son organisation dans l'assassinat de M. Chéhab.

A la suite de cet attentat, des accrochages à l'arme automatique ont eu lieu, lundi, dans le secteur ouest de Beyrouth entre partisans du mouvement Amal et militants du Baas pro-irakien. Le siège du conseil supérieur chite a été mitraillé. Des affrontements ont fait sept blessés. Dans la soirée le calme était revenu.

AMÉRIQUES

Pérou

M. Belaunde Terry hérite d'un pays modernisé mais en crise

M. Fernando Belaunde Terry, élu à la présidence de la République du Pérou le 19 mai dernier, a été officiellement investi dans ses fonctions à Lima le lundi 28 juillet en présence de nombreuses délégations étrangères. Déjà président de 1963 à 1968, M. Belaunde, un libéral et un homme de bonne volonté, retrouve un pays qui a été profondément transformé par

les réformes imposées par les militaires au pouvoir pendant douze ans. Il hérite aussi d'un pays en crise où les tensions sociales s'aggravent. M. Belaunde Terry, dont l'introduction illustre le retour de la démocratie au Pérou, n'aura pas la tâche facile bien qu'il puisse compter sur la majorité absolue dans le nouveau Parlement.

Correspondance

eu les mains liées par une opposition parlementaire qui ne censure pas moins de cent soixante-dix-huit ministres en cinq ans afin d'entraver la transformation des structures. Il se proposait alors de lutter contre l'oligarchie terrifiée par la réforme agraire, et contre la domination étrangère par la nationalisation des biens de l'International Petroleum Company (I.P.C.). Mais ses réformes furent entravées et il se consacra à la construction de la route « marginale » dans la forêt amazonienne.

M. Belaunde ne revient pas à la présidence avec l'étiquette d'un réformiste, mais comme un libéral. Son principal allié, le P.F.C. (parti populaire chrétien) est conservateur. En outre, le pays qu'il retrouve est radicalement différent de celui qu'il a quitté. Douze ans de régime militaire ont profondément modifié le Pérou : la réforme agraire a mis fin au pouvoir de l'oligarchie terrifiée et des seigneurs féodaux des Andes. Les structures ont été modernisées, les secteurs principaux de

l'économie sont maintenant sous le contrôle de l'Etat.

Pourtant, malgré les bonnes intentions des militaires nationalistes leur « révolution » n'est pas parvenue à améliorer sérieusement le sort de la population, bien au contraire. Avec une dette extérieure de 7 milliards de dollars et une forte inflation, le président Belaunde hérite d'un pays en crise. En cinq ans, le pouvoir d'achat a diminué de moitié. Plus de la moitié des travailleurs sont sous-employés et près d'un dixième au chômage. Les Péruviens ont faim. Depuis 1968, la consommation moyenne de calories est tombée de 2.200 à 1.300 par jour, celle de protéines de 35 à 40 grammes.

Déçu par les promesses du régime militaire, la population s'est durcie. Depuis trois semaines les grèves du secteur privé comme du secteur public ont paralysé à demi le pays, et le gouvernement a dû se résigner à des concessions qui hypothéquent déjà l'avenir, car elles aggravent la spirale inflationniste.

M. Belaunde a réclamé une trêve de cinq ans pour mener à bien son programme de plein emploi. Mais les partis de gauche qui lui ont fait 250.000 voix aux élections de mai ont refusé d'accéder au pouvoir de l'APRA, parti qu'ils accusent de « tendances fascistes », se sont mis d'accord pour exiger des concessions du Parlement. La première session du Parlement sera une augmentation générale des salaires, leur indexation sur le coût de la vie, et enfin l'embargo immédiat de tous les travailleurs étrangers.

L'APRA dans l'opposition

L'APRA (Alliance populaire de la révolution américaine) a refusé de participer au gouvernement et va continuer à la surenchère des revendications sociales. Son nouveau leader, M. Armando Villanueva, a d'ailleurs déclaré : « Nous représentons les travailleurs, nous ferons donc respecter leurs droits. Nous ne permettrons pas que la ploutocratie retrouve ses privilèges d'avant 1968. Nous l'en empêcherons. »

Partisans, comme les forces armées chiliennes, des théories de l'économie américaine, le général Friedman, les dirigeants conservateurs du P.F.C. devraient d'ailleurs freiner les velléités populistes du président Belaunde. Représentants des intérêts du patronat, ils vont affronter les syndicats.

« Transfert de gouvernement mais non pas de pouvoir », avait annoncé, il y a deux ans, le président sortant, le général Francisco Morales. Maintenant que les militaires retournent dans les casernes, comment envisagent-ils d'appliquer leur concept de « sécurité intégrale » qui a remplacé celui de « sécurité aux frontières » ? Veulent-ils gouverner derrière le rideau et constituer un quatrième pouvoir, au côté de l'exécutif, du législatif et du judiciaire ?

« Historiquement les forces armées ont contrôlé les gouvernements civils ou ont exercé directement l'impouvoir. De façon simplifiée, on ne peut penser qu'elles vont renoncer à un professionnalisme apolitique et à l'usage de la violence. Elles ont construit des routes, vient de déclarer le général Morales pendant la présidence du général Velasco.

Il a ajouté : « Pour éviter ces interruptions périodiques des régimes civils, il reste à trouver une forme rationnelle de participation des forces armées, qui doivent être responsables de nombreuses décisions dont dépendent le développement et la sécurité de la nation. »

Le président Belaunde n'a pas manqué cette occasion réitérer qu'il n'interviendrait pas « dans les affaires intérieures de l'armée », mais est-ce suffisant ?

NICOLE BONNET.

Nicaragua

DES INGENIEURS SOVIETIQUES participent à la construction d'une base aérienne au Nicaragua, affirme, lundi 28 juillet, le Daily Telegraph, citant des sources de l'opposition nicaraguayenne. Selon le quotidien conservateur britannique, « l'engagement soviétique et cubain au Nicaragua est croissant », et « l'ambassadeur cubain à Managua est un membre des services de renseignement cubains connus, précédemment en poste au Costa-Rica. » (A.F.P.)

Le roi Hassan II demande au président Sadate de mettre fin au « défi israélien » au sujet de Jérusalem

Le roi Hassan II a adressé, samedi 26 juillet, un message au président Sadate pour l'adjurer de mettre fin au « défi israélien » concernant Jérusalem et ce avec la plus grande fermeté.

Dans son message, nous indique notre correspondant à Rabat, Roland Delon, le souverain marocain, qui insiste sur le fait que l'Etat égyptien en tant que président du comité Al Qods (nom arabe de Jérusalem), rappelle que c'est en vertu de son rôle de médiateur que le roi Hassan II a accepté de signer le traité de paix entre Israël et l'Etat égyptien, et qu'il ne peut pas accepter que l'Etat égyptien, en tant que président du comité Al Qods, se permette de faire de Jérusalem la capitale de l'Etat hébreu.

Mme Bouguigui écrit notamment : « Il est impossible de trouver la juste justification au soutien des tentatives d'Israël en vue de l'annexion de la Ville sainte pour en faire la capitale de l'Etat sioniste. Comment pourrait-on accepter que l'Etat égyptien, alors que, d'après ce que nous savons, vous avez toujours été mesuré et soucieux du prestige de votre pays et de l'image de l'Egypte, vous ayez accepté de reconnaître l'Etat sioniste ? »

Le projet de loi du gouvernement israélien faisant de Jérusalem la « capitale éternelle » de l'Etat hébreu a été voté, en dernière lecture par la Knesset le 23 juillet (Le Monde du 25 juillet).

Sur le même sujet, notre correspondant à Tunis, Michel Douzi, nous communique que Mme Bourguiba, la femme du président tunisien, a demandé, lundi 20 juillet, dans une lettre à Mme Anwar El Sadate d'intervenir auprès de son mari afin que celui-ci s'oppose au projet israélien de faire de Jérusalem la capitale de l'Etat hébreu.

Le roi Hassan II a adressé, samedi 26 juillet, un message au président Sadate pour l'adjurer de mettre fin au « défi israélien » concernant Jérusalem et ce avec la plus grande fermeté.

LA CONFÉRENCE SUR LES DROITS DE LA MER

Les pays en développement prennent l'offensive contre les législations nationales sur l'exploitation des grands fonds

Genève. — La deuxième partie de la neuvième session de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer s'est ouverte, le 28 juillet, à Genève, et la séance plénière qui a marqué cette neuvième journée a été très différente de la vingt-neuf qui l'ont précédée.

Le 28 juillet dernier, en effet, le président Carter a signé la loi instituant la juridiction internationale devant les tribunaux américains, aux dépens des juridictions nationales. Cette loi, qui a été votée à l'unanimité, a permis de poursuivre l'exploitation et l'éventuelle exploitation des nodules polymétalliques tapissant les grands fonds au-delà des zones nationales.

Depuis le début de la conférence, en 1973, le régime juridique des richesses minérales des

De notre envoyée spéciale

grands fonds est l'objet majeur des discussions entre, d'une part, les Etats-Unis et les pays industrialisés, et d'autre part, le groupe dit des « 77 », c'est-à-dire les Etats en voie de développement. Certes, tout le monde est d'accord pour que les richesses minérales « polymétalliques » de l'océan, soient une propriété collective, dont l'exploitation sera soumise à un organisme international (l'« autorité ») et faite, en partie au moins, par l'« entreprise », émanation de l'autorité. Mais les pays en voie de développement, qui ont pour eux le nombre, veulent contrôler étroitement l'autorité et l'entreprise, et être les principaux bénéficiaires de l'exploitation de ces richesses minérales. Ils veulent aussi que cette exploitation soit limitée, de façon que ne s'effondrent pas les cours du nickel, du cobalt, du manganèse, principaux métaux que l'on tire des nodules, et que les Etats industrialisés leur apprennent les technologies indispensables.

Les pays industrialisés dont les organismes publics ou privés ont déjà dépensé des sommes importantes pour l'exploration des zones riches en nodules et pour la recherche technologique des sites adéquats de « pêche » et de traitement refusent.

Le Canada

attaque les Etats-Unis

Devant la persistance de ce désaccord fondamental, les consortiums américains ne sont pas satisfaits. La législation unilatérale que viennent de prendre les Etats-Unis répond à cette impatience. Selon la loi du 28 juin, cette législation disparaît dès que la convention globale de la convention globale régissant l'ensemble des protections liées à la mer sera entrée en vigueur. En outre, elle impose des délais : les licences d'exploration ne pourront pas être effectuées avant le 1^{er} janvier 1981. Enfin, elle prévoit des accords de rétrocession avec les pays qui adopteront des législations analogues.

En Allemagne fédérale, les deux chambres ont voté, ce mois-ci, une législation unilatérale. La Grande-Bretagne, la Belgique et la France étudient des législations analogues.

Dès le début de la séance du 28 juillet, le président du groupe des « 77 » s'est énergiquement opposé à ces législations. Pour lui, pas d'exploration de mauvaise foi ; elles sont contraires au droit international et menacent l'issue de la conférence du droit de la mer.

La déclaration du groupe des

YVONNE REBETROL.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivia

L'ANCIENNE PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE, Mme Lidia Gueiler, a été nommée à la tête du pays, a déclaré lundi 28 juillet le ministre des affaires étrangères de la junte, le général Carlos Chazabon de la Barca. Le général a précisé que Mme Gueiler — qui selon l'actuel président de la junte, le général García Mesa, sera nommée à la tête du pays — n'est pas « une femme d'Etat » mais « une femme d'Etat ».

ATTENTAT CONTRE UN SYNDICALISTE. — La maison de l'un des principaux leaders ouvriers du Brésil, M. João Pires de Vasconcelos, ancien président du syndicat des métaux du Minas Gerais, a été l'objet d'un attentat, a-t-on appris lundi 28 juillet. M. Vasconcelos est arrivé à temps pour échapper à l'explosion. Les observateurs considèrent cet attentat en rapport avec la recrudescence des activités des extrémistes de droite au Brésil. — (A.F.P.)

Bresil

ATTENTAT CONTRE UN SYNDICALISTE. — La maison de l'un des principaux leaders ouvriers du Brésil, M. João Pires de Vasconcelos, ancien président du syndicat des métaux du Minas Gerais, a été l'objet d'un attentat, a-t-on appris lundi 28 juillet. M. Vasconcelos est arrivé à temps pour échapper à l'explosion. Les observateurs considèrent cet attentat en rapport avec la recrudescence des activités des extrémistes de droite au Brésil. — (A.F.P.)

El Salvador

UNE TRENTAINE DE GUERRILLEROS ont trouvé la mort, le lundi 28 juillet, dans un affrontement avec des éléments de l'armée. — (A.F.P.)

ments de l'armée qui gardaient le barrage hydro-électrique de Chorrera-del-Guayabo, à 80 kilomètres au nord-est de San Salvador, a-t-on appris de sources officielles. Les forces armées ont riposté « sans subir de pertes » à l'attaque d'un commando de gauche qui voulait s'emparer du barrage, a-t-on déclaré de même source. — (A.F.P.)

Israël

L'AMBASSADEUR DU VENEZUELA A TEL-AVIV, M. Luis Lacoste, a fait part, lundi 28 juillet, au ministre israélien des affaires étrangères, de la décision de son gouvernement de transférer le siège de l'ambassade de Jérusalem à Tel-Aviv. Sur dix-sept pays d'Amérique latine représentés en Israël, onze ont leurs ambassades à Jérusalem. — (A.F.P.)

LA KNESSET a approuvé lundi 28 juillet à Jérusalem, par 56 voix contre 10, la modification de la loi anti-terrorisme présentée par le ministre de la justice, M. Chinnor Tamir. Aux termes de cette modification, la proclamation de slogans, le port de pancartes affichant des déclarations antisémites, le chant d'hymnes étrangers dans le même sens, le défilement de drapeaux de pays ou d'organisations hostiles à Israël, seront considérés comme attentats à la sécurité de l'Etat. — (A.F.P.)

Kenya

LE PENTAGONE a annoncé lundi 28 juillet que les mille huit cents « machines » américaines qui se trouvent depuis une semaine dans l'océan

Indien sont arrivés à Mombasa, où ils séjourneront jusqu'à la fin du mois. L'arrivée de ces hommes au Kenya, a-t-on appris le mois dernier des sources officielles, pourrait indiquer que cette unité va effectuer des exercices dans la région. — (A.F.P.)

Mali

L'ASSOCIATION FRANÇAISE D'AMITIÉ ET DE SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES D'AFRIQUE (A.F.S.P.A.) a placé, Jean-Jaures, 3300 Montreuil, indique dans un communiqué publié lundi 28 juillet que le Dr Mamadou Gougo, condamné en décembre 1979 à quatre ans de prison au Mali pour avoir critiqué la gestion de la junte malienne, a été transféré à la prison civile de Niara au nord-ouest du Mali. Selon l'A.F.S.P.A., les conditions de détention du Dr Gougo sont aggravées, et il se trouve isolé de sa famille. De plus, malade des yeux, son traitement médical a été interrompu du fait de son transfert.

Syrie

M. AHMED ISKANDAR ARMED, ministre syrien de l'Intérieur, a déclaré, lundi 28 juillet, que les autorités syriennes avaient « décidé de liquider totalement et définitivement le régime des « frères musulmans », une organisation clandestine à qui le gouvernement de Damas impute plusieurs attentats meurtriers. « Nous sommes déjà parvenus à briser les rangs de cette clique et nous ne sommes pas loin de la détruire. Cela se fera très prochainement », a-t-il précisé.

هكذا من الأصل

EUROPE

AFRIQUE

Belgique

L'ATTENTAT CONTRE LES ENFANTS JUIFS D'ANVERS

L'O.L.P. dément toute participation

De notre correspondant

Bruxelles. — Après trente-six heures d'enquête, la police belge a abandonné l'hypothèse selon laquelle l'attentat, commis le 27 juillet, à Anvers, contre un groupe d'enfants juifs, aurait été l'œuvre d'un commando d'hommes armés. L'O.L.P. dément toute participation à l'attentat. L'attentat a coûté la vie à un jeune Français, David Kohen et sept victimes sont toujours hospitalisées. Parmi elles, Joshua Benichou, treize ans, originaire d'Anvers, et la moitié gauche du corps paralysée. L'auteur de l'attentat, porteur d'un passeport marocain au nom de Al Said Nasser, déclare s'appeler Abdel Wahid, et être né à Damas en 1955. Il serait électicien à Taboun, en Arabie Saoudite, et appartenir à une fraction dissidente du Fatah. La police d'Anvers estime cependant qu'il s'agit du F.P.I.P. Oront populaire pour la libération de la Palestine) du docteur Habbache, bien que cette organisation ait démenti formellement toute participation à l'attentat. Lundi l'agence de presse Belga avait reçu un coup de téléphone anonyme : un correspondant se déclarait membre du F.P.I.P. revendiquant l'agression. En tout cas, il a été établi qu'Abdel Wahid venait de Beyrouth, via Rome et Paris. Il aurait reçu son passeport marocain à Rome et ses armes (deux grenades et un pistolet) à Bruxelles. La police cherche maintenant à retrouver ses complices dans la capitale belge et elle aurait pris contact avec les services secrets israéliens pour vérifier les déclarations de l'attentat. L'attentat a provoqué une vive émotion à Anvers, où la communauté juive est nombreuse, et dans toute la Belgique. La colère des milieux juifs s'est exprimée officiellement l'O.L.P. Le Centre communautaire juif de Bruxelles cite la Bible (« Mème le diable n'a pas inventé de châtiment pour la mort d'un enfant ») et exige du gouvernement belge la fermeture du bureau de l'O.L.P. à Bruxelles. Dans un entretien au quotidien Le Soir, de Bruxelles, M. Solomon Haguel, président de la communauté orthodoxe juive d'Anvers, a souligné que c'est la première fois depuis la guerre qu'un attentat est commis en Europe contre des enfants juifs. L'attentat d'Anvers n'est toutefois pas le premier commis en Belgique contre des juifs. A plusieurs reprises, des organisations pro-palestiniennes ont attaqué l'ambassade d'Israël ou des bureaux israéliens, mais sans faire de victimes. En 1979, le lundi de Pâques, un attentat avait été perpétré par deux terroristes arabes contre des voyageurs à l'aéroport de Bruxelles-National. Il avait fait plusieurs blessés.

Espagne

LES DEUX BRANCHES DE L'ETA PRÉCONISENT LA LUTTE ARMÉE A OUIRANCE

Bilbao (A.F.P.). — La tension, déjà très vive au Pays basque espagnol depuis le début de l'été, va encore monter dans les prochains jours après le dernier communiqué de l'ETA politico-militaire qui a considérablement durci ses positions. Jusqu'à présent, malgré quelques actions armées plus spectaculaires que meurtrières, l'ETA politico-militaire avait choisi la voie politique pour arriver à une large autonomie du Pays basque. Elle avait ainsi pris une option opposée à l'ETA militaire, qui, elle, prône la lutte armée à outrance pour imposer ses revendications. Les élections au Parlement basque, qui ont été marquées par un recul surprenant de la coalition Euzkadi Ekintza (émancipation politique de l'ETA politico-militaire) au profit de Herri Batasuna (représentation de l'ETA militaire), a sans doute incité les dirigeants de l'ETA politico-militaire à opter pour une voie plus radicale. Outre le départ des forces de police, la création d'un corps de police autonome et une amnistie totale des prisonniers politiques, les deux branches de l'ETA demandent l'intégration de la province de la Navarre dans l'Euzkadi (Pays basque). Pour arriver à ces objectifs, l'ETA militaire a annoncé, la semaine dernière, l'emploi de méthodes de combat inconnues jusqu'à présent, à savoir que l'ETA P.M. a précisé, lundi, qu'elle avait décidé « d'employer les armes ». Le communiqué de l'ETA P.M. marque une rupture totale avec la voie institutionnelle et aussi avec le parti nationaliste basque (majoritaire au Pays basque), accusé d'avoir transformé le Parlement en « un instrument inopérant ». Ces menaces interviennent au moment où le Pays basque vit déjà au rythme d'un attentat par jour, et peu après le vol de 8 tonnes d'explosifs.

Turquie

L'opposition rend le gouvernement responsable de l'évasion de deux terroristes de droite

Ankara (A.F.P.). — L'évasion, le dimanche 27 juillet, de deux terroristes de droite condamnés à mort pour le meurtre de cinq personnes risque de compromettre la délicate amorce de la semaine dernière entre les dirigeants des deux principales formations politiques, M. Demirel, premier ministre, et M. Bulent Ecevit, chef du parti républicain du peuple. Pour le chef de l'opposition, cette évasion est un « scandale » et « le gouvernement doit démissionner ». « Les complexes des terroristes », a poursuivi M. Ecevit, sont installés dans tous les secteurs de l'Etat et leurs activités se manifestent dans les endroits les plus touchés. La prison militaire de Marmak, à Ankara, d'où se sont évadés les deux détenus, est, en effet, l'une des mieux gardées de Turquie. Selon le commandant militaire d'Ankara, les détenus se sont échappés en faisant un tron dans le plafond de leur cellule. Le leader de l'opposition voit dans cette évasion un argument supplémentaire pour justifier le refus par son parti de l'instauration de l'état d'urgence proposée par le gouvernement. La démission est également demandée par le Parti du salut national (Islamiste) qui estime qu'un « fait scandaleux » les deux détenus. Alors que l'opposition rejette sur le gouvernement la responsabilité de l'évasion, les autorités militaires cherchent à établir les culpabilités. Le général Mamik Uner s'est vu confier la responsabilité de la prison militaire, et une enquête a été ouverte au sujet de quatre officiers et de onze soldats chargés de la surveillance. Les deux évadés avaient ouvert le feu, en août 1978, sur un café fréquenté par des milieux de gauche, à Belgit, dans la banlieue d'Ankara, tuant cinq personnes et en blessant douze autres. Leur condamnation à mort avait été confirmée par le coup d'appel militaire et devait être soumise à l'approbation du Parlement.

Union soviétique

Plusieurs dizaines de milliers de Moscovites ont salué la dépouille mortelle du chanteur Vladimir Vysotski

De notre correspondant

Moscou. — Ils étaient venus dès le petit matin, et tous n'ont pas pu entrer dans le théâtre : sur des kilomètres et sur quatre rangs, entre des barreaux métalliques et un cordon de policiers

et d'auxiliaires civils de la milice dans leur uniforme des Jeux olympiques, ils ont attendu pendant des heures pour pouvoir s'écarter quelques secondes devant la dépouille mortelle de Vladimir Vysotski exposée sur la scène du théâtre de la Taganka (le Monde daté 27-28 juillet). Plusieurs dizaines de milliers de personnes de toutes conditions sociales et de tous âges étaient venues rendre un dernier hommage au chanteur-acteur le plus populaire de sa génération. Ses disques ne sont pas édités en U.R.S.S. mais ses cassettes circulent de main en main. Dans la foule, des admirateurs faisaient des gestes de tristesse, des larmes sur leurs visages, des dernières chansons. A Moscou, on se souvient pas d'un tel rassemblement depuis une vingtaine d'années. Sur la scène du théâtre, ses collègues, sa famille, sa veuve, l'actrice française d'origine russe Marina Vlady, entouraient le cercueil. Après une brève oraison funèbre d'Youri Lioubimov, metteur en scène de la Taganka, alors que la foule défilait déjà depuis plus de trois heures, Vladimir Vysotski a été inhumé au cimetière de Vagankovo. A Moscou, le poète russe Sergueï Essenine mort en 1924. — D. V.

Allemagne fédérale

Une campagne sans éclat

(Suite de la première page.) Cela dit, la campagne sonne comme quelque chose de sérieux, même au sein de la rédaction de la respectable Frankfurter Allgemeine. Une joute à peine feutrée s'y est engagée entre les éditorialistes politiques qui défendent Strauss, parce qu'il est pour la défaite des sociaux-démocrates, et les éditorialistes qui réclament l'équilibre au nom du libéralisme et du droit des intellectuels à être respectés par les hommes politiques. La campagne de M. Franz-Josef Strauss contre la radiotélévision, ensuite. C'est la plus efficace. Estimant défavorisé par les journalistes des diverses institutions publiques — sans par celle de Munich, de plus en plus soumise à son influence directe et pesante, il s'est efforcé de faire passer les chrétiens-démocrates un « parfait équilibre ». Cela conduit un peu partout à une pratique de plus en plus intense de l'autocensure et à une édulcoration, élimination des émissions politiques — information et commentaires, — alors que la radiotélévision allemande était naguère encore l'une des plus libres, des plus allégrement critiquées. Cet effet d'intimidation consistant à vraisemblablement le seul succès de M. Strauss. Il est en effet, pour Helmut Schmidt, pour le parti social-démocrate (S.P.D.), pour le parti libéral (F.D.P.), l'adversaire rêvé. En principe, la République fédérale n'est pas tant une « Kammermusik » qu'un « Parteienstaat », un Etat dominé par les partis. Or, quand les instituts de sondage demandent aux électeurs leurs intentions de vote pour le dimanche suivant, les réponses ont longtemps montré que la C.D.U./C.S.U. demeurait nettement le plus grand parti électoral et que, si les libéraux tombaient au-dessous du seuil fatidique des 5 % (ce qui vient de leur arriver dans le plus grand des Länder), et se trouvaient ainsi éliminés du Bundestag, les chrétiens-démocrates pourraient avoir la majorité absolue. Mais il y a le candidat Strauss ! Et la réponse à la question « Qui est le plus sérieux pour chancelier ? » est plus triomphale que jamais pour M. Helmut Schmidt. Grâce à M. Strauss aussi, les jeunes chrétiens-démocrates n'entrent dans la campagne que sur la pointe des pieds et avec une évidente mollesse, alors que les jeunes socialistes de gauche, peu décidés à se battre pour un chancelier jugé bien conservateur, se mobilisent contre M. Strauss plus ardemment qu'ils ne l'ont fait contre aucune autre candidature de l'opposition. Les Verts, eux, s'affaiblissent non seulement par leurs querelles internes, mais aussi parce que leur meilleur slogan, « Votes pour nous puisque les partis établis se ressemblent à s'y tromper ! » est inopérant dès lors qu'il revient à vouloir faire admettre que M.M. Schmidt et Strauss s'est

Consensus sur l'Afghanistan

Enfin, le dirigeant bavarois est fort gêné pour trouver de bons terrains d'attaque. Il avait beaucoup compté sur la politique extérieure, mais le voyage à Moscou, le manque de contours du F.D.P. pour sauver le parti libéral. Celui-ci peut même être le réceptacle de voix antérieurement chrétiennes-démocrates, refusant de se porter sur M. Franz-Josef Strauss.

Danemark

UNE FÉMINISTE SOVIÉTIQUE REMET UN MÉMOIRE A LA PRÉSIDENTE DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES A COPENHAGUE.

Copenhague. — Invitée par le comité international Sakharov, dont le secrétariat permanent est à Copenhague, la féministe soviétique Natalia Melakhovskaia a déclaré trop tard dans la capitale danoise pour prendre la parole au Forum qui se tient en même temps que la conférence de la décennie de la femme des Nations unies. Mme Lise Oestergaard, ministre danois de la culture, et qui préside jusqu'au 30 juillet la conférence des Nations unies, n'a pu lui refuser un entretien. Elle avait déjà reçu plusieurs délégations venues, en particulier, de Bolivie et des représentants du quart-monde (d'après et aborigènes d'Australie). La dissidente a remis au ministre un mémoire où elle expose la situation actuelle de la majorité des femmes de son pays : « Trois ou quatre fois pire, a-t-elle dit, que celle des hommes chez nous. » Elle-même est devenue féministe après avoir découvert la manière dont étaient traitées les accouchées dans les hôpitaux. Au cours de cet entretien, Mme Melakhovskaia a précisé qu'elle aimerait, ainsi que ses deux compagnes, Mmes Tatiana Mamonova et Tatiana Goriatcheva (expulsées comme elle d'U.R.S.S. le 20 juillet dernier), pouvoir s'installer à Paris. Elles voudraient y éditer leurs publications, Maria et la Femme et la Femme, et tenter de les faire parvenir en Union soviétique. L'autre semaine, la délégation soviétique a vainement protesté contre la présence, cependant assez discrète, d'un groupe d'Ukrainiennes en exil qui avaient entrepris, près du bâtiment de la conférence, une grève de la faim de quarante-huit heures pour attirer l'attention sur le sort des prisonnières ukrainiennes et de leurs familles. La police danoise n'avait pas accepté de les chasser. — C. O.

LE CONFLIT DU SAHARA

Le Maroc demande des explications après la reconnaissance du Polisario par le Portugal

De notre correspondant

Rabat. — Le gouvernement marocain se satisfait-il des explications plutôt embarrassées fournies à deux reprises par l'ambassadeur du Portugal à Rabat, M. Joaquim de Mena e Mondaça, sur la reconnaissance « forcée » du Polisario par Lisbonne ? Depuis la publication, vendredi 25 juillet, du communiqué commun des Portugais et du Polisario à ce sujet (le Monde du 26 juillet), l'ambassadeur portugais à Rabat a été convoqué deux fois au ministère des Affaires étrangères où il a été reçu par M. Abderrhaman Baddou, secrétaire d'Etat marocain aux affaires étrangères, vendredi et samedi matin. Les explications fournies par le diplomate ne paraissent pas avoir beaucoup varié : la reconnaissance du Polisario ne signifie pas la reconnaissance de la République sahraouie, qui est exclue par le gouvernement portugais et par le gouvernement marocain, car elle serait un geste hostile envers le Maroc. Selon la presse marocaine de dimanche, l'ambassadeur aurait précisé, en outre, que le gouvernement portugais, avant d'entamer les négociations avec le Polisario pour la liberté des pêcheurs portugais séquestrés, avait fixé les grandes lignes de la position à adopter. Elle aurait consisté à accepter de faire une déclaration en faveur de l'autodétermination et à refuser en même temps toutes conditions de reconnaissance de la République sahraouie par le gouvernement portugais. L'ambassadeur aurait ajouté que son gouvernement aurait décidé de refuser « toutes conditions visant directement ou indirectement la reconnaissance de la République sahraouie ou de son gouvernement, car cela risquerait de le dénier de la position de neutralité qu'il a toujours adoptée à l'égard de cette affaire, et de constituer un acte hostile à l'égard du Maroc ». L'ambassadeur aurait dit également que la force et un certain point de communiqué publié à Agadez auraient « outrepassé les orientations arrêtées par le gouvernement portugais », car les négociations avaient été « difficiles ».

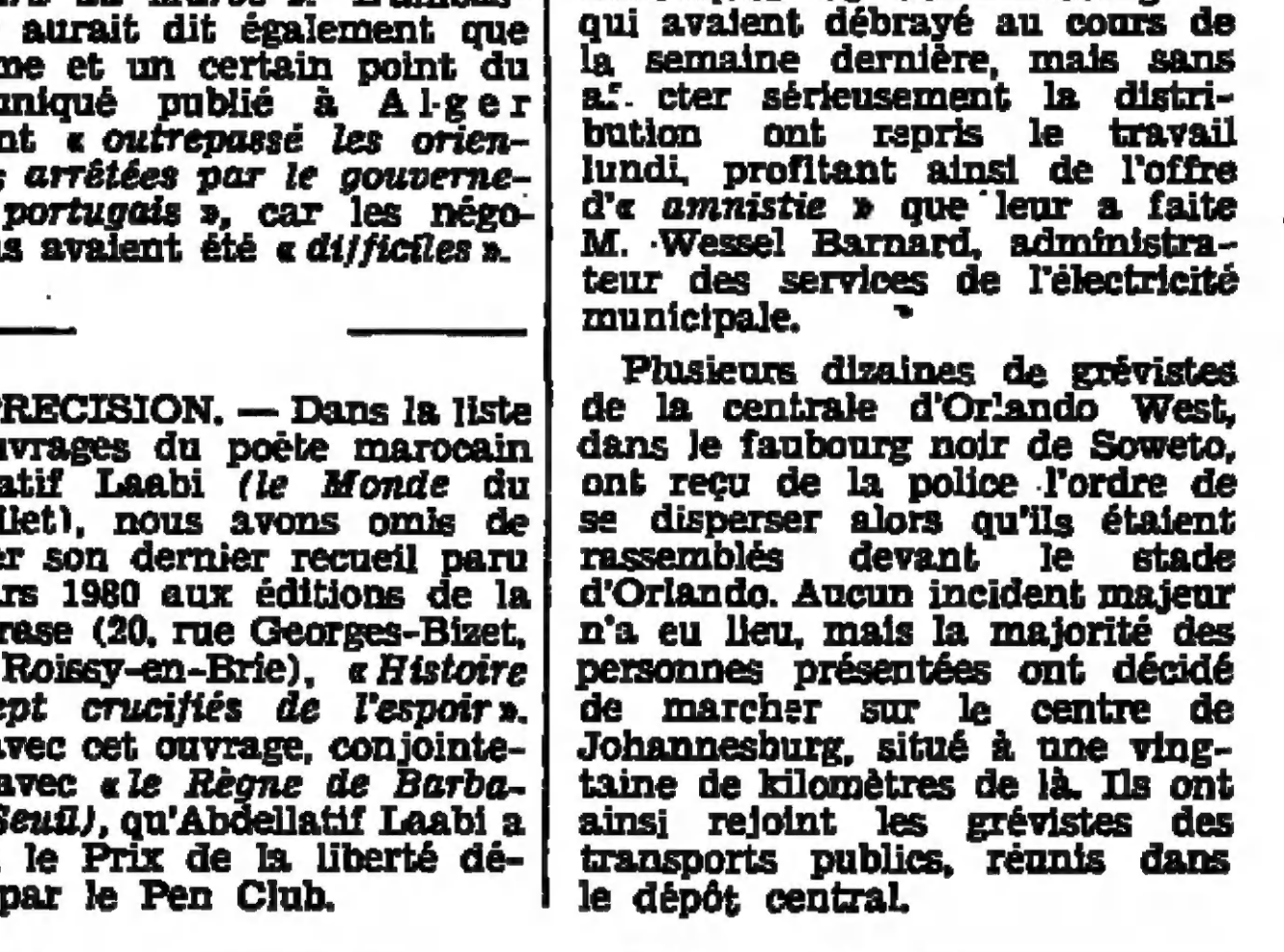
République Sud-Africaine

TROIS MILLE OUVRIERS MUNICIPALS NOIRS FONT GRÈVE A JOHANNESBURG

Johannesburg (A.F.P.). — La police de Johannesburg a pris position lundi après-midi 28 juillet devant le principal dépôt de bus municipal, où plus d'un millier de conducteurs et de réparateurs grévistes ont ainsi que plusieurs dizaines d'ouvriers de l'électricité se sont rassemblés. La grève, déclenchée lundi matin par environ trois mille ouvriers municipaux noirs a sérieusement affecté les transports publics et le ramassage des ordures ménagères. La principale revendication des grévistes est d'obtenir la parité salariale avec leurs collègues blancs. Par ailleurs, un nombre important de grévistes des centrales électriques de Johannesburg — qui avaient débrayé au cours de la semaine dernière, mais sans s'interrompre la distribution d'électricité — ont repris le travail lundi, profitant ainsi de l'offre d'assistance que leur a faite M. Wessel Barnard, administrateur des services de l'électricité municipale. Plusieurs dizaines de grévistes de la centrale d'Orlando West, dans le faubourg noir de Soweto, ont reçu de la police l'ordre de se disperser alors qu'ils étaient rassemblés devant le stade d'Orlando. Aucun incident majeur n'a eu lieu, mais la majorité des personnes présentes ont décidé de se rendre à la gare de Johannesburg, située à une vingtaine de kilomètres de là. Ils ont ainsi rejoint les grévistes des transports publics, réunis dans le dépôt central.

PRECISION. — Dans la liste des ouvrages du poète marocain Abdelatif Laabi (le Monde du 22 juillet), nous avons omis de signaler son dernier recueil paru en mars 1980 aux éditions de la Table rase (20, rue Georges-Bisnet, 75000 Paris-13e), « Histoire des sept crucifiés de l'espoir ». C'est avec cet ouvrage, conjointement avec le « Règne de Barbarie » (Seuil), qu'Abdelatif Laabi a obtenu le Prix de la Liberté décerné par le Pen Club.

La plus petite et la plus grande des héroïnes de Troie.



HENRI TROYAT de l'Académie française

Troie

roman

FLAMMARION

Refuser, tenter de comprendre, accepter et recréer le père tué à la libération, tel est le destin douloureux de la petite Troie. Enfant secrète et passionnée, so bouillonnante fantaisie se heurte sans cesse aux règles strictes des grandes personnes.

Dans cette atmosphère de mort, seule sa mère, à qui elle voue un amour dévorant, lui montre le chemin lumineux de la vie. 216 pages.

FLAMMARION

ASIE

Taiwan : l'autre façon d'être chinois

II. — La revanche des vaincus

Taiwan, où le Kuomintang s'est réfugié en 1949 après la victoire des communistes sur le continent, est le siège provisoire du gouvernement de la République de Chine, qui tient pour « légal » le pouvoir installé à Pékin et prétend représenter l'ensemble de la Chine (« le Monde » du 29 juillet). Ce gouvernement n'est plus reconnu que par une vingtaine de pays, mais Taiwan est au vingt et unième rang des pays exportateurs grâce à la réussite d'une politique économique qui lui a permis de résister au choc pétrolier.

Taipei. — Dans les chambres du Grand Hôtel de Taipei, il y a, entre la Sainte Bible et l'annuaire du Séoport, le Guide du Tacheteur édité par le Conseil pour le développement du commerce extérieur de la Chine (C.E.T.D.C.) : 336 pages décrivant tous les produits dont Taiwan souhaite augmenter l'exportation, des raquettes de tennis aux sous-vêtements féminins, en passant par la robinetterie et les outils de jardin. Organe privé destiné à aider les industriels et les hommes d'affaires, le C.E.T.D.C. est situé dans cent spécialités d'études de marché dans la capitale et a un des immeubles les plus imposants de Taipei. Il emploie deux cents personnes, dont une trentaine de bureaux à l'étranger. « Notre but est de faire circuler l'information », nous dit un de ses directeurs. Supposez qu'un exportateur veuille occuper un « créneau » précis en Arabie Saoudite. Il vient nous voir, et il suffit d'appuyer sur un bouton pour que les ordinateurs affichent immédiatement la liste de tous les clients potentiels. Le recours à l'informatique est

De notre envoyé spécial
JEAN DE LA GUÉRIVÈRE

spectaculaire à Taiwan. Il s'accompagne d'une abondance de statistiques facilement accessibles. Along que, en Chine communiste, les chiffres sur la production de la moindre usine semblent relever du secret d'Etat, ici, en matière d'économie, on ne dissimule rien. Posez une question sur la situation politique et sociale, vous recevrez une réponse soudaine et précise, comme si vous aviez consulté une encyclopédie aux bons usages. Mais exprimez la moindre curiosité quant à la balance commerciale, on vous apportera votre kilo de documents et on se mettra en quatre pour vous donner un chiffre à jour jusqu'à la deuxième décimale.

Il est vrai que c'est dans le domaine économique que le Kuomintang, vaincu en 1949, a pris sa revanche sur les fidèles de Mao. Territoire pratiquement dénué de sources d'énergie et de matières premières, Taiwan a vu son P.N.B. augmenter de plus de 9 % en moyenne chaque année ces dix dernières années. L'aide américaine après la guerre de Corée n'explique pas seule ce décollage. Une réforme agraire réussie a permis à ce petit pays surpeuplé d'être exportateur en produits alimentaires. Elle a consisté à obliger les propriétaires possédant plus de 3 hectares à vendre les terres en surplus à l'Etat qui les a cédées à crédit aux métayers. D'une façon générale, l'Etat intervient le moins possible, seules sont nationalisées les industries de l'aluminium et de l'acier, les chantiers navals (ceux-ci sont les premiers du monde), les chemins de fer, les secteurs du pétrole et de l'énergie nucléaire. Le reste est laissé à la libre entreprise.

Des occasions de licence. Malgré les fortes pressions des Etats-Unis, on n'a pas perdu tout espoir de vendre des Airbus. En 1979, la balance commerciale a été favorable : 18,1 milliards de dollars américains d'exportations contre 14,7 milliards d'importations, dont 69 % étaient constituées par le pétrole et les matières premières. Cependant, pour la première fois depuis trois ans, Taiwan a été en déficit commercial en mars et en avril, à cause de la facture pétrolière.

L'alternative nucléaire

Dès 1969, Taiwan — qui est en mesure de fabriquer, sinon d'expérimenter, une bombe atomique — avait songé à l'alternative nucléaire. En lançant, avec l'aide des Etats-Unis qui fournissent les turbines, les réacteurs et l'uranium enrichi, un programme de construction de centrales nucléaires dans certains secteurs fonctionnant déjà. N'y a-t-il pas en des manifestations d'écologistes ? demandons-nous à l'un des ingénieurs qui nous font visiter la centrale de Keelung, au nord de Taipei, à proximité de plages et de stations balnéaires. « Non, toutes les mesures ont été prises pour la protection de l'environnement. De toute façon, à Taiwan il n'y a jamais de manifestations. » Sourires un peu froids des fonctionnaires qui nous accompagnent. Ils nous expliquent qu'un de nos hôtes fait une brève incursion hors du discours officiel.

L'augmentation régulière du niveau de vie de Taiwan, malgré des dépenses militaires qui représentent 40 % du budget, se poursuit au prix de durs sacrifices. Il n'y a pas de vacances annuelles au dehors de quelques jours accordés à certains salariés « privilégiés ». En l'absence de sécurité sociale, que ne compense pas un système d'assurance maladie qui n'est que le personnel de grandes entreprises. C'est à la solidité de la tradition confucéenne de la famille que le malade doit de ne pas se trouver abandonné.

Comme au Japon, la dévotion à l'entreprise revêt souvent des formes qui mettent l'Européen mal à l'aise. Qu'y a-t-il vraiment derrière la « dévotion » ? Une seule entreprise industrielle française a son propre bureau à Taiwan. Seulement, une cinquantaine de sociétés françaises ont des correspondants à Taiwan, contre deux cent cinquante pour l'Allemagne fédérale. Sur les cent cinquante français résidents à Taiwan, quatre-vingts sont des religieux et soixante des étudiants. Pendant longtemps, Paris a paru paralysé par la crainte de déplaire à Pékin en se montrant trop entreprenant sur le plan commercial à Taiwan. Les succès enregistrés à la fois sur l'île et en Chine par les Allemands, les Japonais et les Américains prouvent que certains fonctionnaires des affaires étrangères n'ont pas mesuré le pragmatisme des Chinois. Rêve d'une mission d'information à Taiwan, à l'automne 1979, M. François Missoffe, l'ancien ministre du général de Gaulle, a remis au chef de l'Etat un rapport préconisant plus d'imagination dans les relations commerciales avec Taipei. Fait nouveau, sur les cinq banques européennes qui viennent d'être autorisées à s'établir à Taipei, deux sont françaises : la Société générale et la Banque de Paris et des Pays-Bas. Peu endettée — la Banque mondiale ne lui a consenti aucun prêt depuis son expulsion de l'ONU en 1971 — Taiwan est un pays sûr, mais il ne faut pas y rechercher les « marchés du siècle ». Elle n'a pas d'usine « clés en main », préfère passer des commandes à des entreprises étrangères et coordonner elle-même la réalisation de l'ensemble de ses gros investissements. Mais il y a des places à prendre dans le domaine

L'ancien premier ministre U Nu retourne à Rangoun après onze années d'exil

Birmanie

De notre correspondant
en Asie du Sud-Est

territoire national. Il demeure confronté à diverses rébellions ethniques, à la progression des forces armées du parti communiste birman (P.C.B. chinois), dit du « Drapeau blanc » et aux influences étrangères qui ont généralement partie liée avec ces mouvements.

Les menaces extérieures

Ce sont ces difficultés intérieures, les menaces extérieures grandissant proportionnellement à l'essor du pays, la rivalité sino-soviétique dans toute l'Asie, et la perspective, dans ces conditions, d'une succession difficile qui auront conduit le président Ne Win à chercher la réconciliation avec ses anciens adversaires. De façon symptomatique, l'offre d'amnistie a coïncidé avec des gestes insistants de conciliation à l'égard de cette autre force politique et populaire qu'est le clergé bouddhiste (la Sangha). Celle-ci avait fréquemment eu maille à partir avec un régime qui, contrairement à la politique de U Nu, n'a jamais cessé de limiter son rôle dans les affaires de l'Etat. C'est, là encore, un geste unificateur et selon toutes apparences, une tentative de recours à la religion contre l'influence communiste.

A ces ouvertures sur le plan intérieur, correspond aussi une volonté de plus en plus perceptible d'ouverture vers l'Occident et les pays non communistes de la région. « Ne Win s'inspire de l'exemple de la Thaïlande, du Japon et de l'Australie », dit un de ses proches. « Ne Win soutient le P.C.B., qui reste la menace principale pour Rangoun. Ici comme ailleurs dans la région, la Chine joue de ses relations de parti à parti pour influencer les décisions de gouvernement et gouverner. Elle veut que le régime de Ne Win ne provoie un chaos dont profiteraient les Soviétiques ou leurs alliés. L'amnistie et la réconciliation sont des gestes destinés à faire la Chine. Mais les Sovi-

tiques restent actifs. Ils ont leurs partisans birman, et la Birmanie a une frontière commune avec le Laos, c'est-à-dire avec l'Indochine soviétique par l'U.R.S.S. Pour toutes ces raisons, Ne Win semble désireux de répondre favorablement à l'offensive discrète que mènent les Américains, les Japonais et les Thaïlandais pour attirer dans leur camp », estime un diplomate spécialiste de la scène birmane.

Tout semble, en effet, se tenir. Le premier ministre thaïlandais, le général Prem Tinsulanonda, vient d'ailleurs d'effectuer la semaine dernière, une visite officielle à Rangoun. Outre les problèmes bilatéraux, et notamment la coordination de la répression du trafic d'opium, les conversations ont porté sur l'évolution de la situation régionale. Cela dit, l'amnistie — qui s'étend sur une période de trois mois, jusqu'à la fin août, — a permis la libération de milliers de prisonniers politiques et de droit commun et le ralliement de quelque cent cinquante exilés. Une cinquantaine, dont M. Bohn Aung, ancien ministre de la défense de U Nu, sont rentrés du nord de la Thaïlande. Ils ont bien pu abandonner les mouvements de rébellions « ethniques » des Etats Shan, Karen, Kachin et Mon, qui, depuis l'indépendance, en 1948, refusent l'autorité du pouvoir central birman de Rangoun.

Il est encore plus significatif de constater que pas un rallié d'envergure n'est sorti des rangs du P.C.B., dont le stratège, le général Kyaw Zaw, qui tient tête à l'armée gouvernementale depuis des années, est, lui aussi, l'un des héros de l'indépendance. Un héros que le président Ne Win aimerait sans doute autant récupérer que tous les autres réunis. Mais cela paraît hors de question : la radio du P.C.B. n'a pas tardé à rejeter l'offre du général Ne Win, la qualifiant de manœuvre faite pour « rassembler et consolider toutes les forces réactionnaires en vue d'intensifier la guerre civile contre le peuple et contre les communistes ».

R.-P. PARINGAUX.

Le prince Sihanouk en visite à Pékin

Le prince Norodom Sihanouk, ancien chef de l'Etat du Cambodge, est arrivé, mardi 29 juillet, à Pékin par avion spécial, venant de Pnom Penh, où il se trouvait depuis le mois d'avril. Il était accompagné de son épouse, la princesse Monique. Il a été accueilli par M. Xi Peng, vice-premier ministre chinois, et par M. Han Nianlou, vice-ministre des affaires étrangères. Selon un porte-parole du prince, qui a fait une déclaration, il s'agit d'une visite strictement non politique.

On ne peut toutefois s'empêcher de rapprocher cette visite de celle du ministre thaïlandais des affaires étrangères, le maréchal de l'air Sawetree, arrivé lundi à Pékin pour une « visite de travail » de trois jours, à un moment où l'on parle de contacts entre les partisans du prince et certains pays de l'ASEAN (1), en particulier Singapour et la Thaïlande.

Cette dernière qui, comme ses partenaires de l'ASEAN, reconnaît le régime khmer rouge, a toujours été l'ennemi du prince Sihanouk d'importantes préventions et fait preuve à son endroit d'une hostilité non déguisée qui semble toutefois s'être estompée récemment. Certains bruits font aussi état de la visite à Pékin de M. Son Sann, ancien premier ministre du prince et président du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.), la principale organisation non communiste cambodienne luttant contre l'occupation vietnamite. Mais les amis de M. Son Sann à Paris affirment qu'il se trouve actuellement en Thaïlande. Les relations entre M. Son Sann et le prince sont, depuis plus d'un an, très distantes. — P. de B.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande).

OCÉANIE

L'indépendance des Nouvelles-Hébrides

(Suite de la première page.)

Affirmant que la France et la Grande-Bretagne avaient failli à leurs devoirs de puissances tutélaires en ne respectant pas l'autorité légale à Luganville, le porte-parole de M. Walker Lini ajouta à l'occasion d'une conférence de presse : « Vous pouvez vous attendre à ce que, à court terme, le gouvernement de Vanuatu demande le départ de Santo de la force conjointe franco-britannique. Nous pourrions, si cela est nécessaire, faire appel à d'autres puissances de la région. »

M. Lini a confirmé, mardi 29 juillet, que son gouvernement entend conclure avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui lui a proposé son appui militaire, un « traité d'assistance et de sécurité ». Le Parlement de cet Etat voisin doit se prononcer, le 6 août, sur l'opportunité d'envoyer dans l'archipel une « force de paix » de trois cents hommes (2).

Pressé d'en finir avec la rébellion de Luganville, le gouvernement néo-hébridais a pris, lundi soir, la décision unilatérale de renvoyer dans l'île les membres de la force conjointe qui l'avaient fuie ou en avaient été chassés en mai dernier par les « sécessionnistes ». Ces représentants de son autorité sont arrivés, mardi matin, à Luganville, à bord d'un Hercules de la R.A.P. L'échec des négociations sur la portée de la décentralisation a effacé, dans l'archipel, l'épreuve de force engagée par le gouvernement néo-hébridais ont conduit M. Arnaud Lizon, expert

constitutionnel, membre de la mission de médiation franco-britannique à se démettre, mardi matin, de ses fonctions officielles. L'universitaire français a annoncé sa décision après que le ministre des transports néo-hébridais eut refusé le décollage pour Luganville d'un avion civil chargé de 200 kilos de médicaments destinés à l'hôpital français d'Espiritu-Santo. Après avoir justifié celle-ci par l'« échec » de sa mission, M. Lizon a déclaré qu'une intervention militaire de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ou d'un Etat voisin pourrait avoir des conséquences très graves : « Les gens d'Espiritu-Santo sont décidés à aller jusqu'au bout, à-t-il indiqué. Ils sont bien armés et disposent même d'armes automatiques. Si une telle intervention se produisait, les résidents français de l'île auraient de gros problèmes. »

La France et la Grande-Bretagne avaient souhaité conduire les Nouvelles-Hébrides à l'indépendance « dans la paix et l'unité ». Il y a quelques semaines, cela paraissait une gageure. Aujourd'hui, il est clair que les deux puissances de tutelle ont perdu la maîtrise du processus qu'elles avaient enclenché. Avant même d'être né, le nouvel Etat fait déjà les frais d'une indépendance qui, au bout du compte, donne l'impression d'avoir été hâtée.

ALAIN ROLLAT.

(2) L'armée de Papouasie-Nouvelle-Guinée compte trois mille hommes, formés par l'armée australienne.

LA FRANCE MANQUE DE 10.000 INFORMATIQUES (La Presse) — ce n'est pas notre problème —

et de 100.000 vendeurs (Les Chefs d'Entreprises Performantes) par contre là nous sommes experts

ADC PARIS, depuis 10 ans, a perfectionné et formé des milliers de technico-commerciaux, ingénieurs de vente, vendeurs, cadres d'entreprises diverses (des multinationales aux P.M.I.).

ADC PARIS - Conseil d'Entreprises
6, rue Brey 75017 Paris ☎ 330.20.90

Renseignements : permanence jusqu'à 8 août.

Restructuration - Formation - Recrutement.
Tout personnel Commercial/Vente/Secrétariat de Direction.
STAGIAIRES - Groupe de 10 personnes maximum.
Formation continue stage inter-entreprises et sur mesure.

Prochain article :

LA TENTATION DE L'INDÉPENDANCE

Afghanistan

Recrudescence des rivalités au sein du parti unique

Le conflit qui oppose les deux factions du P.C. afghan — le Khalq et le Parcham — semble connaître actuellement un regain d'intensité. Les Khalqis acceptent mal d'être progressivement évincés par leurs rivaux, dirigés par M. Babrak Karmal, et soutenus par les Soviétiques. Ainsi, des informations de plus en plus nombreuses et précises font état de la formation de plusieurs unités d'une armée afghane qui, dans une grande majorité, sous l'influence du Khalq, des unités de la quatrième division, cantonnées dans la province de Ghazni, au sud de Kaboul, sont entrées en dissidence après le remaniement ministériel du 24 juillet, qui accroissait les pouvoirs de M. Karmal aux dépens du Khalq, a-t-on appris de source diplomatique à Islamabad. La quatrième division, qui est équipée de chars et de missiles sol-air soviétiques Sam, a été encerclée et attaquée dès le 26 par des hélicoptères blindés et des Mig soviétiques.

Ce jour-là, vingt-huit hélicoptères et des Mig-21 ont décollé de l'aéroport de Kaboul en direction de Ghazni et sont rentrés à leur base désertée à leurs munitions. Une autre unité militaire, cantonnée à Kote-Ashro, à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Kaboul, se serait, elle

aussi, soulevée, à l'inspiration de partisans du Khalq. M. Babrak Karmal paraît tenter d'isoler les dirigeants khalqis de leur base dans l'armée, en alternant les appels à l'unité et les menaces. Il a dénoncé « ceux qui trahissent l'unité du parti » et promis « aux vrais combattants de la révolution qu'ils ne seront ni opprimés ni lésés par le régime ». Le régime de M. Karmal, par ailleurs, décide des mesures en vue d'améliorer la condition de vie des militaires, notamment des officiers. Enfin, on annonce à Kaboul, de source proche du gouvernement, que M. Assadullah Sarwari, vice-premier ministre, a été nommé ambassadeur en Hongrie. M. Sarwari, chef du Khalq, et qui avait dirigé la police secrète sous le régime Amin, avait été transféré en U.R.S.S. le mois dernier pour éviter un affrontement direct au sein du P.C. afghan.

Cette mesure est officiellement confirmée, il s'agit, bien évidemment, d'un geste d'apaisement d'une personnalité dont les activités répressives avaient été beaucoup critiquées. Rappelons que, aussi, au Khalq, s'était débarrassé en 1978 de M. Babrak Karmal en le nommant ambassadeur en Tchécoslovaquie. — (A.F.P.)

هكذا من الأصل

SCIENCES ET TECHNIQUES

L'espace est encombré

De nouveaux satellites pour des fonctions de télécommunications de plus en plus complexes

Le développement des télécommunications spatiales sera sans doute, dans les prochaines années, considérable. La demande sera très forte, aussi bien pour les services nouveaux ou encore relativement peu développés (télévision, courrier électronique, consultation de banques de données, transmission de données entre ordinateurs, etc.).

Mais ce développement risque de ne pas se

faire sans problème. L'orbite géostationnaire sur laquelle les satellites restent fixés par rapport au sol, à 36 000 kilomètres de la Terre, n'est pas très loin d'être encombrée (1), et le spectre radioélectrique — l'ensemble des fréquences — pouvant être utilisé pour propager de l'information dans l'espace est, lui-même, bien limité. Ces contraintes devraient pousser les organismes de télécommunications spatiales à concevoir des satellites capables de remplir des fonctions de plus en plus complexes.

LES satellites de télécommunications ont longtemps été, et sont encore, largement utilisés pour des fonctions de simples relais : ils reçoivent une onde radioélectrique (dite « onde porteuse ») et l'information utile est codée en modulation de fréquence. Reçue par une antenne, le message est démodulé et rétransmis, soit à la même fréquence, soit à une fréquence différente de la première, et qui est réémise par une antenne de la station.

Dès le départ, les « répéteurs », qui, à bord, analysent le signal reçu et fabriquent un nouveau signal, ont été à « cascade multiple », essentiellement pour des liaisons de poids : un unique répéteur reçoit plusieurs ondes porteuses de fréquences différentes, et en réémet plusieurs. Ainsi, le satellite reçoit, par exemple, les communications New-York sur une fréquence, les communications Paris-New-York sur une seconde, les communications Francfort-Montreal sur une troisième ; il est capable, avec un équipement unique, de recevoir trois nouvelles fréquences qui seront affectées à l'un de ces trafics.

Ce système, dit « à cascade multiple par répétition en fréquence » (A.M.R.F.), présente quelques inconvénients : le même équipement ne peut pas transmettre sur une seule onde porteuse, à cause de phénomènes d'interférences, une capacité moindre si on lui demande de recevoir plusieurs ondes porteuses ; quatre cent cinquante voies seulement si on lui demande d'analyser simultanément dix ondes porteuses (correspondant à dix stations d'émission). Il est donc manifestement avantageux de travailler sur une seule fréquence, ce qui est possible en changeant la manière dont l'information est codée.

En A.M.R.F., le codage des conversations est « analogique », c'est-à-dire que, dans le cas d'une conversation téléphonique, l'onde radioélectrique subit une modulation à une fréquence égale à la fréquence à laquelle vibre l'air entre la bouche de celui qui parle et le combiné téléphonique. Les systèmes les plus modernes

de téléphone ne transmettent plus ce type d'information vibratoire, mais un message codé numériquement qui permet de le reconnaître : une conversation téléphonique ne réduit ainsi à une suite de « bits », de zéro et de un (le Monde du 24 août 1977). Ce qui permet d'envoyer un nouveau type d'information, dit « à cascade multiple par répétition dans le temps » (A.M.R.T.) : toutes les stations fonctionnelles au sol travaillent sur la même fréquence, mais chacune à leur tour, par exemple tous les sept cent cinquante millièmes de seconde.

Des « bouffées » de zéro et de un

Le satellite reçoit donc, et réémet, une succession de « bouffées » de zéro et de un. L'équipement de bord est un peu plus complexe, et le système pose des problèmes de synchronisation dans le temps puisque chaque station réceptrice au sol reçoit toutes les « paquets » de « bits » qu'a lui-même reçus le satellite, et doit reconnaître lesquels lui sont destinés. L'A.M.R.T. a été expérimenté sur le satellite franco-allemand Syncom, sur l'Intelsat-IV-A, et sur le satellite expérimental européen O.S.A. La série Intelsat-V, lancée à partir de 1982, travaillera partiellement suivant cette technique, qu'utilisent totalement le satellite commercial européen E.C.S., lancé en 1981 ou 1982.

Ce changement de technique s'accompagne d'une autre évolution : alors que les satellites ont été, encore récemment, à « couverture globale », à l'antenne réceptrice et à l'antenne émettrice « couvrant » l'ensemble des régions terrestres visibles depuis la position en orbite (dont la plus souvent inutilisée, d'énormes portions d'océan), la tendance est actuellement de les rendre plus directs : l'émission et, éventuellement, la réception ne se font que vers (ou en provenance) de zones « utiles », terres émergées, ou même seulement régions à fortes concentrations de trafic. A la limite, il sera possible de travailler avec des faisceaux d'ondes très étroites. Au lieu d'être, comme aujourd'hui, un « miroir » travaillant indifféremment dans toutes les directions, le satellite va devenir le noyau

d'un réseau de liaisons assez rigides.

Cette évolution déjà en cours, si elle est accompagnée de nouveaux gains en capacité de trafic, « a fait transparaître un nombre maximum de bits par hertz », note M. Didier Lombard, ingénieur en chef des télécommunications (2), — pose de nouveaux problèmes : elle implique, selon les solutions retenues, qu'on soit capable (comme pour des liaisons terrestres), de prévoir longtemps à l'avance la répartition du trafic entre les différents « nœuds » du réseau, puisque une fois lancé, le satellite ne peut plus être modifié. A moins qu'on lui apprenne justement à jouer un nouveau rôle et à assumer une tâche de coordination, qui permettra d'évoquer le maximum de sa capacité : à la limite, le satellite pourra, à certains moments, ne travailler que sur une ou deux liaisons, et sur dix liaisons à d'autres moments.

Dans un premier temps, on n'envisage qu'une modification peu fréquente du trafic, mais on peut imaginer, à moyen ou long terme, que le satellite soit équipé de systèmes lui permettant de modifier ses liaisons suivant l'importance de la demande instantanée.

Il faudra aussi, à terme, estime M. Lombard, établir des liaisons directement entre satellites, en particulier pour le trafic à très longue distance où, compte tenu de la vitesse — relativement limitée — de la lumière, l'usage de liaisons du type Terre-satellite - Terre - satellite - Terre doit être évité à cause du temps mort (plus d'une demi-seconde dans ce cas) qu'elles provoquent. Ces satellites de télécommunications d'un nouveau genre, qui devront être capables de « pomper » de leurs antennes d'autres satellites, seront aussi indispensables pour lutter contre l'encombrement du spectre radio-électrique.

XAVIER WIEGER.

(1) Une conférence internationale doit avoir lieu avant 1984 pour « répartir » l'espace de l'orbite géostationnaire à l'usage des satellites géostationnaires et des bandes de fréquences attribuées aux services spatiaux.

(2) Cf. « Les satellites de télécommunications de deuxième génération » - F.R.O.C. des recherches de CNRS, n° 104, mai 1980.

POINT DE VUE

Renouer les fils entre la science la technologie et la politique

par MICHEL CALLON (*) et PIERRE PAPON (**)

A U cours des vingt années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, les scientifiques ont vécu dans la perspective rassurante des lendemains qui chantent. Des objectifs ambitieux ont été formulés, des institutions nouvelles ont fleuri de tous côtés, les budgets et les effectifs de recherche se sont accrochés à des courbes de croissance exponentielle, et le public admiratif a assisté à la succession orgueilleuse de grands programmes : l'euphorie était à son comble, car durant cette période, la légitimité sociale de la science allait en se renforçant.

Annulée en France par des précurseurs comme Frédéric Joliot-Curie qui avait vu, dans les années 30, monter l'importance militaire et industrielle de la physique nucléaire, une nouvelle période s'ouvrait : celle des politiques scientifiques, fruit de la rencontre singulière d'une élite scientifique croyant aux vertus de la planification

et d'une élite scientifique modernisatrice.

Depuis dix ans la situation s'est profondément modifiée. Les priorités budgétaires ont changé et l'accent a progressivement été mis, surtout en France, sur l'innovation plutôt que sur la recherche. Les grands programmes se sont « routinisés » et leur rentabilité a été mise en doute ; les entreprises se sont interrogées ouvertement sur l'efficacité de leurs centres de recherche. La légitimité de la science et de la technologie s'est effacée au fil des ans. L'Etat hésite plus à orienter et à canaliser, parfois avec une certaine brutalité, les efforts des chercheurs, tandis que l'administration et les entreprises s'emparent à l'aveugle de la rentabilité des investissements de recherche.

Il convient ensuite d'avoir une vision plus saine et plus réaliste des stratégies de recherche en donnant toute sa place à une réelle réflexion prospective qui est prioritaire. Cette réflexion nécessite une confrontation avec une autre manière de réintroduire une sensibilité politique au sein des sciences et des techniques, puisqu'elle vise à élargir les orientations possibles du développement. La prospective, par son mouvement propre, désenclave la technologie.

La réforme de l'enseignement des sciences et des techniques est une autre exigence. Demandons que soit mise en évidence la caractéristique fondamentale, malbalancée des savoirs qu'ils leur ont transmis. Faisons valoir aux écoles d'ingénieurs l'urgence de cours où les considérations techniques seraient très étroitement associées à la gestion sociale des techniques. C'est à ce prix que cessera, par exemple, cette déshumanisation qui conduit les jeunes ingénieurs à tout oublier de leur formation pour se lancer dans des carrières plus prestigieuses, voire plus rémunératrices.

Il faut, enfin, organiser des réseaux où puissent naître et se propager des débats sur les orientations des sciences et des techniques au moment où elles prennent forme et se décident, pour éviter d'avoir à se lamenter, après coup, sur leurs conséquences plus ou moins regrettables. Cela suppose qu'on redonne aux laboratoires leur rôle de « laboratoire » au sens où les chercheurs individuels et les institutions, pour reconnaître que les laboratoires et les relations qu'ils tissent sont les unités de base de la production scientifique, la où naissent les réflexions, les propositions et les controverses ; par conséquent, doit être favorisée la pluralité des maîtres d'œuvre qui financent des projets en fonction de leurs propres objectifs ; enfin des rencontres, des bulletins doivent être encouragés pour que se multiplient les confrontations entre scientifiques, politiques, fonctionnaires et utilisateurs.

Comment convaincre les différents partenaires ou protagonistes de la nécessité et de l'urgence de discussions portant par exemple sur les contenus des choix technologiques, les liens entre processus de production et technologie, le développement de la micro-électronique, les conditions de l'enseignement des sciences et des techniques ? Comment abattre ces cloisons qui isolent les groupes sociaux, comment combler les fossés qui se creusent entre les forces politiques et la technologie, entre la « connaissance déshumanisée » et le savoir appliqué, entre les scientifiques et les profanes ? Aucun des modèles antérieurs ne peut fournir une réponse à ces interrogations. Il n'est pas question d'essayer de raccrocher la recherche à une locomotive économique qui s'essouffie ; ni de ramener des politiques scientifiques qui ont vécu le temps de la recherche heureuse d'une élite scientifique modernisatrice et d'une élite politique planificatrice. La croissance a vécu et les technologies se plieront aux nouvelles exigences (en particulier, internationales) qui en découlent.

Quatre exigences

Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille se contenter de vagues considérations sur le fonctionnement des institutions ou des organisations, et d'accepter la réduction du débat politique à la mise en place d'un système administratif de contrôle ou de régulation. Il faut promouvoir de nouvelles formes d'intégration et de fusion de la politique, de la technologie et de la science ; et, pour cela, accepter de reconnaître l'importance de quatre exigences :

1. La prise en compte des résultats assurés et met en évidence des nécessités intangibles, s'organise d'abord autour de problèmes dont elle contribue puissamment à imposer la formulation et la hiérarchie. Dans cette activité primordiale qui détermine le cours du savoir, se font jour, au sein de la communauté des spécialistes, des oppositions souvent très fortes, qui traduisent selon une logique qui leur est propre, les débats plus larges ou les obsessions moins savantes qui travaillent la société. C'est cette résonance, ce

(*) Sociologue.
(**) Professeur à l'école de physique et chimie de Paris.

EN TOUTE LOGIQUE

PROBLEME N° 177
MAGIE CIRCULAIRE

Cette figure représente un carré magique, où la « magie », c'est-à-dire une somme constante, ne se retrouve pas sur des alignements, mais sur des cercles. Ici, dix cercles de

SOLUTION
DU PROBLEME N° 176

Il n'y a pas de solution mathématique miracle éparpillant tout étonnement, du moins à nos connaissances. Néanmoins, les recherches sont limitées, si l'on repère les associations de chaque lettre, pour commencer à répartir sur des cubes celles qui en ont le moins. On est ainsi conduit à poser en premier le bloc obligatoire :

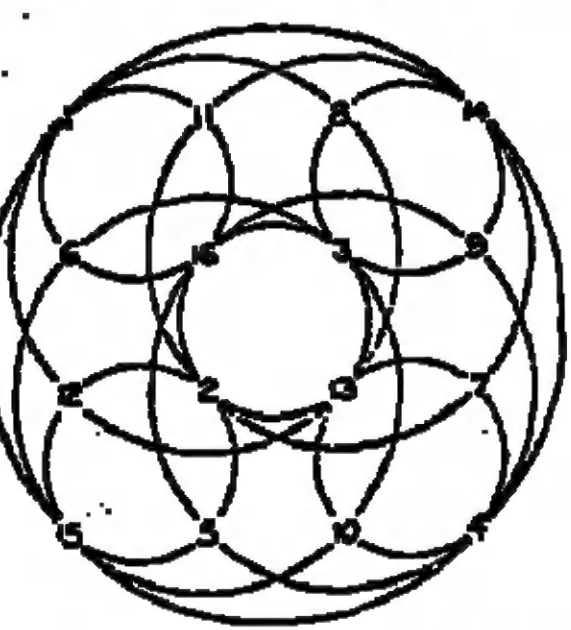
CDE
VFE
PSE

(chaque colonne représente un cube).

Par ailleurs, il y a 17 lettres à répartir sur 18 faces, ce qui ne permet de doubler qu'une seule lettre. Ce sera A, qui s'associe au plus grand nombre d'autres.

En progressant systématiquement, on aboutit à deux solutions : le jeu de trois cubes CVPJAM, DFSOAJ et ETNRI, et le jeu CVPJAM, DFSOAJ et ETNRI.

PIERRE BERLOQUIN.



4 nombres ont une même somme de 34.

Sur la même figure, saurez-vous imaginer huit autres cercles où la somme est également 34 ?

(Solution dans le prochain Monde des sciences et des techniques.)

FLAMMARION
Médecine-Sciences

Parutions 1979 :

- Immunologie par J.-F. Bach. 928 pages, 212 figures.
- Néphrologie par J. Hamburger, J. Crociani et J.-P. Grünfeld. 1428 pages, 750 figures.

Parutions 1980 :

- Allergologie par J. Charpin et 100 collaborateurs. 980 pages, 240 figures.
- Immuno-hématologie et immuno-génétique par M. Goudemand et C. Salmon. Environ 600 pages, à paraître fin 80.

Pour tous renseignements et documentation

FLAMMARION
Médecine-Sciences
20, rue de Valenciennes
75006 PARIS.

MÉDECINE

LE QUATRIÈME CONGRÈS INTERNATIONAL D'IMMUNOLOGIE

Les premières applications cliniques et thérapeutiques

Trois thèmes de travail parmi les dix-neuf que comportait le 4^e congrès international d'immunologie auront suscité un intérêt particulièrement vif chez de nombreux congressistes, intérêt d'autant plus remarquable que ces thèmes n'avaient pas ou fort peu été abordés lors des congrès précédents à Washington, à Sydney ou à Brighton. En développant ses concepts, l'immunologie a en effet progressivement étendu son champ d'application et attiré en son sein de nombreuses disciplines médicales comme, depuis peu, les secteurs « a priori » fort dissimilables que sont les maladies auto-immunes, la reproduction et les problèmes parasitaires.

En fait, ces thèmes se rejoignent sur un point qui intéresse au premier chef les spécialistes concernés par la nature des mécanismes qui sont à l'origine de la « défense du soi » et

de la « reconnaissance du non-soi ». Le parasite et l'embryon ont, en effet, cette propriété commune essentielle d'être « tolérés », de parvenir à « coexister » avec un autre être vivant sans pour autant susciter des réactions de rejet. Durant neuf mois pour une mère et son enfant, durant des années pour le parasite et son hôte humain, des organismes vivants parviennent à déjouer les mécanismes immunitaires qui, en théorie, voudraient qu'une telle coexistence soit impossible.

L'embryon et le parasite, structures vivantes étrangères à la mère ou à l'hôte, devraient normalement être à l'origine d'une réponse immunitaire qui, comme dans le cas d'une greffe, entraîne un rejet. Or, on estime à trois milliards le nombre des êtres humains qui souffrent actuellement d'une — ou de plusieurs — parasitoses, et le nombre des grossesses — chez

l'homme ou l'animal — menées à terme depuis quelques millénaires est, lui, proprement incalculable.

Ces deux situations de fait imposent le dépassement du concept de la simple réponse « antigène-anticorps » destinée à « éliminer l'étranger ». Pour tenter d'expliquer en termes immunologiques ces théories impossibles et pour comprendre les mécanismes de résistance à l'immunité, on doit faire appel aux phénomènes d'immuno-modulation — et de « tolérance ».

De même, les congressistes, qui se sont séparés samedi 28 juillet au soir après une semaine chargée, ont enregistré les premières étapes capitales de la compréhension et du traitement de ces maladies de plus en plus fréquentes que sont les affections dites « auto-

immunitaires ». Elles résultent d'un dérèglement de ce système si minutieusement élaboré et peuvent revêtir les aspects les plus divers, allant du lupus érythémateux aux troubles hormonaux (diabète ou thyroïde).

L'immunologie, dont les aspects biologiques sont encore loin d'être tous élucidés, fait ainsi son entrée dans la clinique et la thérapeutique, et tout prête à croire que ce processus va s'accélérer dans les années prochaines, pour le plus grand bénéfice de malades devant lesquels la médecine se trouvait jusqu'à présent désarmée.

Le professeur Guy-André Voisin (Paris) a annoncé ainsi les tout premiers succès obtenus dans le traitement de certaines stérilités masculines d'origine immunitaire, stérilités dont on ignorait l'existence il y a quelques années seulement.

Les maladies auto-immunes ou la destruction du soi

Les maladies auto-immunes sont des maladies rares mais qui occupent une place de plus en plus importante dans la pathologie humaine. L'intérêt qu'elles suscitent est justifié par leur sévérité et par leur mécanisme, qui relève d'un trouble profond du système immunitaire.

Chez l'individu normal, le système immunitaire a pour charge de maintenir l'intégrité de l'organisme en le défendant contre toute agression étrangère. Le système immunitaire est, de même, capable de reconnaître ce qui appartient en propre à l'individu : il a appris tôt dans la vie

totale à identifier et à respecter ce que les immunologues appellent le « soi ». Au cours de ces maladies, les structures du « soi » ne sont plus épargnées et deviennent la cible du système immunitaire. Cette véritable auto-destruction peut rester localisée à un organe ou, au contraire, s'étendre à l'ensemble de l'organisme.

Pour tenter d'expliquer ce phénomène aberrant, un certain nombre de mécanismes ont été avancés. Selon une première hypothèse, le système immunitaire est normalement la structure du « soi », qui est inscrite comme un mot de passe sur chaque cellule, est perturbée par un agent extérieur. Cet agent, qui peut être un virus, ou un médicament, brouille le signal de reconnaissance du « soi ».

Le système immunitaire ne reconnaît plus le message habituel. La cellule porteuse d'une telle modification est considérée comme étrangère et détruite. Une telle explication rend compte de certaines faits de la pathologie humaine (hépatite chronique active, anémie hémolytique). Un autre modèle impliquerait un dérèglement du système immunitaire. Ce dernier est contrôlé par un mécanisme de régulation interne qui commande le niveau d'activité des cellules productrices d'anticorps que sont les lymphocytes B.

L'une des populations cellulaires appartenant à ce système de régulation, les lymphocytes T dits « suppressors », a pour fonction de ralentir les réactions immunologiques et, notamment, les synthèses d'anticorps. Un défaut congénital ou acquis, de ces cellules inhibitrices, prive le système immunitaire de son frein et provoque son emballement. Les structures du « soi » ne sont plus respectées, et l'auto-immunité apparaît.

Dans la pathologie médicale, les résultats des travaux présentés au congrès par le docteur M.-A. Bach (France) vont dans ce sens. Ils concernent la sclérose en plaques, qui est une redoutable affection dégénérative du système nerveux, et au cours de laquelle le docteur M.-A. Bach a pu montrer que la diminution des cellules T suppressors était contemporaine des poussées d'aggravation de la maladie.

D'autre part, les nouvelles lignées de souris consanguines MRL et B6.SJL, qui présentent, elles aussi, des anomalies auto-immunes, ont permis au professeur F. J. Dixon (Etats-Unis) de mettre en évidence une hyperactivité des lymphocytes B producteurs d'anticorps. Les cellules B de ces animaux deviendraient résistantes aux ordres des cellules T suppressors et échapperaient à leur contrôle. Le dérèglement du système immunitaire semblerait donc, aujourd'hui, pouvoir concerner tant les cellules T que les cellules B lymphocytaires.

A l'évidence, l'origine des maladies auto-immunes est fort complexe, et, dans un remarquable exposé de synthèse, le professeur M. Talat (Etats-Unis) a souligné l'importance de l'association de plusieurs facteurs, en fait inséparables, pour expliquer l'émergence de l'auto-immunité chez un individu. Selon lui, les facteurs liés à l'environnement (virus, médicaments...) se combinent avec ceux liés au terrain immunologique du sujet. Ce terrain n'est lui-même que la traduction d'une susceptibilité génétique inscrite dans le patrimoine héréditaire. De surcroît, des facteurs endocriniens, et notamment les hormones sexuelles, joueraient aussi un rôle important dans la genèse de ces maladies : le professeur M. Talat a rappelé que leur grande incidence chez les femmes s'expliquent par l'effet néfaste des hormones féminines.

Enfin, le caractère multifactoriel de l'origine de l'auto-immunité a été particulièrement bien illustré par l'exposé du professeur W.-J. Irvine (Etats-Unis) sur le diabète insulino-dépendant. Cette maladie, qui atteint l'enfant et l'adulte jeune, a un caractère familial. Elle apparaît plus volontiers à certaines saisons. Selon le professeur Irvine, elle pourrait être provoquée par l'introduction d'un virus banal, non dangereux en lui-même, mais qui modifierait le message du « soi » sur les cellules

pancréatiques responsables de la sécrétion d'insuline (hormone qui abaisse le taux de glucose dans le sang et dont l'absence entraîne le diabète).

Le phénomène d'auto-immunité ainsi provoqué et qui conduit à la destruction de ces cellules ne peut apparaître que chez certains individus prédisposés génétiquement.

Ainsi le professeur Irvine rend compte à la fois de l'interdépendance des facteurs en cause dans l'auto-immunité et des caractères saisonnier et familial de cette affection.

Les maladies auto-immunes, dont le nombre va croissant, illustrent la complexité des phénomènes immunologiques, qui naissent de l'interaction d'une « personnalité génétique » et de son environnement. La découverte de substances permettant de modifier le fonctionnement du système immunitaire pourrait, comme le professeur J.F. Bach (France) l'a souligné dans son exposé, fournir les clés thérapeutiques de ces affections.

Dr Ph. EDELMAN.

UNE DOUZAINES D'AFFECTIONS

Parmi les maladies auto-immunes, on citera : le lupus érythémateux disséminé, anémie hémolytique, thyroïdite, maladie de Basedow, maladie d'Addison, le diabète insulino-dépendant, anémie de Biermer, myasthénie, syndrome de Guillain-Barré.

On considère que les maladies suivantes pourraient relever également de l'auto-immunité : polyarthrite rhumatoïde, sclérose en plaques, rectocolite hémorragique, certaines stérilités.

Les vaccins antiparasitaires : quand et à quels prix ?

« En dépit des progrès très spectaculaires qui ont été faits dernièrement en Angleterre et aux Etats-Unis dans le domaine de l'identification des antigènes parasitaires et des anticorps assurant la protection, je crois qu'il va se passer malgré tout une longue période avant le développement industriel des vaccins antiparasitaires. » Pour le professeur André Capron (Institut Pasteur de Lille), il est clair que l'on ne doit pas se bercer d'illusions quant à la mise au point à court terme de vaccins protecteurs contre les parasites. Cette mise au point se heurte, aujourd'hui, à des difficultés d'ordre scientifique très nombreuses : l'originalité immunologique du parasite. Mais on peut raisonnablement supposer qu'une fois ces difficultés surmontées, des contraintes économiques apparaitront, rendant, en outre, nécessaire la prévention systématique par immunisation active des populations du tiers-monde concernées.

Les endémies parasitaires concernent actuellement de manière directe, un homme sur trois dans le monde, et le paludisme, la bilharziose, la fièvre de Bessou, la maladie d'Addison, le diabète insulino-dépendant, anémie de Biermer, myasthénie, syndrome de Guillain-Barré.

On considère que les maladies suivantes pourraient relever également de l'auto-immunité : polyarthrite rhumatoïde, sclérose en plaques, rectocolite hémorragique, certaines stérilités.

Dr Ph. EDELMAN.

bième : le coût de tels vaccins et la nécessité, pour les utiliser, de disposer en hommes, en matériel et en structures sanitaires, des moyens suffisants pour parvenir à réaliser des campagnes dont on imagine aisément l'ampleur. « Actuellement, précise le professeur Capron, un gramme d'antigène brut de schistosome coûte 500 millions d'anciens francs, une somme totalement incompatible avec l'hypothèse d'une opération préventive de santé publique en matière de lutte contre la bilharziose. »

Un milliard de paludéens dans le monde

Peut-être alors conviendrait-il, d'ores et déjà, de réfléchir à cet aspect financier de la question qui, pour n'être pas scientifique, rendrait vains, s'il ne pouvait être résolu, les efforts actuellement entrepris par les immunologistes parasitaires. On connaît le traitement préventif du paludisme et, dans le domaine de la physiopathologie de cette affection, il n'en est pas moins vrai qu'un recensement d'un milliard de paludéens dans le monde et que l'immunité acquise à cette affection est de l'ordre de quelques dizaines de millions d'êtres humains. La mise au point d'un vaccin contre le paludisme qui, d'après le professeur Capron, pourrait être, dans ces conditions, le premier vaccin antiparasitaire, peut-être, dans ces conditions, laisser supposer qu'elle constituerait le remède à une telle incohérence ?

J.-Y. N.

Stérilité et contraception

Pouvoir, par l'intermédiaire d'un médicament, agir sur les mécanismes immunitaires et, ainsi, permettre à des couples d'avoir des enfants lorsque l'un des conjoints souffre d'une stérilité de nature immunologique ; tenter, à l'inverse, de mettre au point des substances immunologiques spécifiques destinées à être utilisées comme méthodes contraceptives, voilà le type même des phases qu'il convient, selon le professeur Guy-André Voisin (hôpital saint-Antoine, Paris), de ne pas décrire pour tenter une définition de l'immunologie de la reproduction.

Pour lui, en effet, on ne peut résumer cette spécialité en la limitant à une simple « mise en pratique » des concepts de l'immunologie fondamentale. Il s'agit, bien au contraire, de faire le cheminement inverse et, seule, l'étude fondamentale de la réaction immunitaire — cette défense à l'échelle cellulaire et moléculaire d'un organisme vivant contre une substance qui s'identifie comme lui étant étrangère — est capable, en fournissant des réponses aux nombreux points d'interrogation qui demeurent dans ce domaine, de déboucher sur d'éventuelles applications pratiques.

Il est peut-être préférable, malgré tout, pour mieux comprendre les progrès enregistrés dans ce domaine, ces dernières années, de s'intéresser aux résultats concrets déjà obtenus ou en passe de l'être, même si, pour un immunologiste, un tel point de vue ne peut permettre qu'une observation par « le petit bout de la lorgnette ».

L'un des points les plus importants, résumons-les, réside dans la quasi-certitude que l'on a, aujourd'hui, pour affirmer la nature immunologique de certaines stérilités masculines ou féminines. Ainsi, par exemple, chez des femmes qui souffraient d'avortements à répétition, certaines équipes, dont celle dirigée par le professeur R.R. Rock (Boston), sont parvenues à démontrer l'absence dans le sérum d'une substance qui, en revanche, peut être mise en évidence chez des femmes qui mènent leur grossesse à terme.

« Dans ce type de situation pathologique », explique le professeur Voisin, « tout se passe comme si l'embryon et le placenta ne sa-

voient — ou ne pouvaient — pas donner le signal nécessaire à l'orientation de la réaction immunitaire ».

Dans le même ordre d'idées, certaines observations ont aussi permis de constater l'absence chez des femmes stériles de anticorps dirigés contre une substance définie (la zone pellucide), dont la nature et son rôle, mentalement, ces mêmes anticorps ont fait la preuve de leur capacité à empêcher les spermatozoïdes de traverser cette zone, condition indispensable à la fécondation de l'ovule.

Le dialogue mère-enfant

On progresse, d'autre part, dans la résolution des multiples énigmes que pose à l'immunologiste la grossesse. C'est ainsi que, petit à petit, on met en évidence ce qu'on « enregistre » les bribes d'un véritable « dialogue » immunologique qu'entretiennent, durant neuf mois, la mère et son enfant, dialogue fait de molécules et de cellules aux propriétés originales. Ainsi on a pu identifier, par exemple, dans les heures qui suivent la rencontre et la fusion de deux gamètes mâle et femelle, une substance immunosuppressive d'origine placentaire, baptisée « facteur précoce de gestation », ainsi que des produits dont la structure n'est pas encore définie et qui sont capables d'orienter la réponse immunitaire dans un sens favorable pour la cellule étrangère.

Dans les semaines et les mois qui suivent la fécondation, la tolérance maternelle vis-à-vis de l'embryon et du fœtus est maintenue grâce à la présence de molécules spécifiques (anticorps facilitateurs) et de cellules aux propriétés particulières (cellules suppressives) qui agissent vraisemblablement par l'intermédiaire de facteurs solubles. L'état de tolérance ainsi obtenu permet une protection efficace des tissus du fœtus contre les réactions immunitaires que devrait théoriquement entraîner la présence en leur sein d'antigènes étrangers à l'organisme maternel (antigènes d'origine placentaire ou antigènes embryonnaires caractéristiques d'un stade du développement).

Un autre secteur enregistré aussi d'importants progrès : celui

d'intéressant aux stérilités masculines de nature immunologique. A cet égard, les succès thérapeutiques annoncés par trois équipes scientifiques (deux aux Etats-Unis, et, en France, celle du professeur Voisin) confirment le bien-fondé des hypothèses avancées à ce sujet. On estime, en effet, sans en avoir la preuve, que certaines stérilités masculines sont la conséquence d'une forme d'auto-immunité, où le sujet synthétise lui-même des anticorps dirigés contre ses propres spermatozoïdes. Ces anticorps provoquant sur les spermatozoïdes deux types de modification : quantitative (diminution importante du nombre, ou oligospermie) ou qualitative (la présence d'anticorps rendant impossible leur progression dans les voies génitales féminines).

Quelques sujets ont été traités en France avec des produits (dérivés des corticoïdes) provoquant une diminution des défenses immunitaires sans altérer la production de spermatozoïdes. On a obtenu ainsi une augmentation de leur concentration et de leur mobilité, ainsi qu'une diminution du taux des anticorps antispermatozoïdes. A l'heure actuelle, chez 30 à 35 de sujets ayant suivi ce type de traitement, on a pu obtenir une guérison de leur stérilité.

Un autre axe de recherche pourrait avoir dans l'avenir d'importantes applications pratiques. Il s'agit de travaux permettant de développer, à partir d'un vaccin, une immunisation active contre un fragment spécifique d'une hormone produite par le placenta et indispensable à la gestation (hormone chorionique trophique). Cette vaccination entraîne une synthèse d'anticorps anti-hormones, elle devrait théoriquement interrompre la grossesse en empêchant la nidation de l'œuf, réalisant ainsi un avortement très précoce. De nombreux pays, dont certains comme l'Inde, ont vu le professeur G.-P. Talwar (New-Delhi), concerné par les problèmes de surpopulation, s'intéresser à la mise au point de ce type de méthode contraceptive et ont commencé des expériences sur l'animal. Quelques tentatives en Inde ont aussi été réalisées chez des femmes.

JEAN-YVES NAU.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Par jugement en date du 7 mars 1979, le Tribunal de Grande Instance de PARIS : CONDAMNATION PENALE. Par jugement (contradictoire) en date du 13 mars 1978, la 10^e chambre du Tribunal Correctionnel de PARIS a condamné :

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

— le sieur JEANJEAN Michel-Antoine, né le 8 mai 1946 à Embour (Hautes-Alpes), régulier, demeurant à MARLY-LE-ROI (78), à la peine de 200 F d'amende, pour infraction au Code du travail.

مكتبة الأصل

Le Monde

jours d'été

Un voyage en Océanie

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

NIUE : Mais que disent les poètes ?

Niue. — Parfois, le voyage penche un peu de côté et frôle le fantastique. Mes quelques pas sur Niue, des courbes contre le vent, sont le début d'un conte loufoque. Un Belge court à ma rencontre pour m'apostropher en français. « Ici, on parle des fruits de la Passion du matin au soir. Je n'en peux plus... » l'insensé n'aurait pas inventé plus désarmant. « attaque ». Ce n'est pas tout. J'arrive au débouché sur une planète improbable. L'île, pays d'origine, à ma honte, l'ignorerai l'existence. Pas un de ces archipels flous, étirés sur trop d'espace et qu'on met vingt ans à parcourir ; non, une seule île toute ronde et simple, embrassée d'un regard au milieu d'un grand vide d'océan. A 8 kilomètres des Cook, à 500 des Samoa, Niue s'étendait ainsi depuis trente-six ans et je ne le savais pas. C'est un bloc de corail exhaussé au-dessus des vagues, ceinturé de falaises où plantent les oiseaux, tapissés d'une forêt touffue que troue à sa périphérie la clairière des villages. Une patrie de 21 kilomètres de diamètre, avec ses timbres, son drapeau et ses quatre mille habitants. On devine enfin ce que doit être le glorieux tressaillement des « découvreurs d'Océanie ». Voir une terre surgir du néant et qui vient s'ajouter à ce que l'on sait du monde ! C'est mon cas. Et c'est une aubaine.

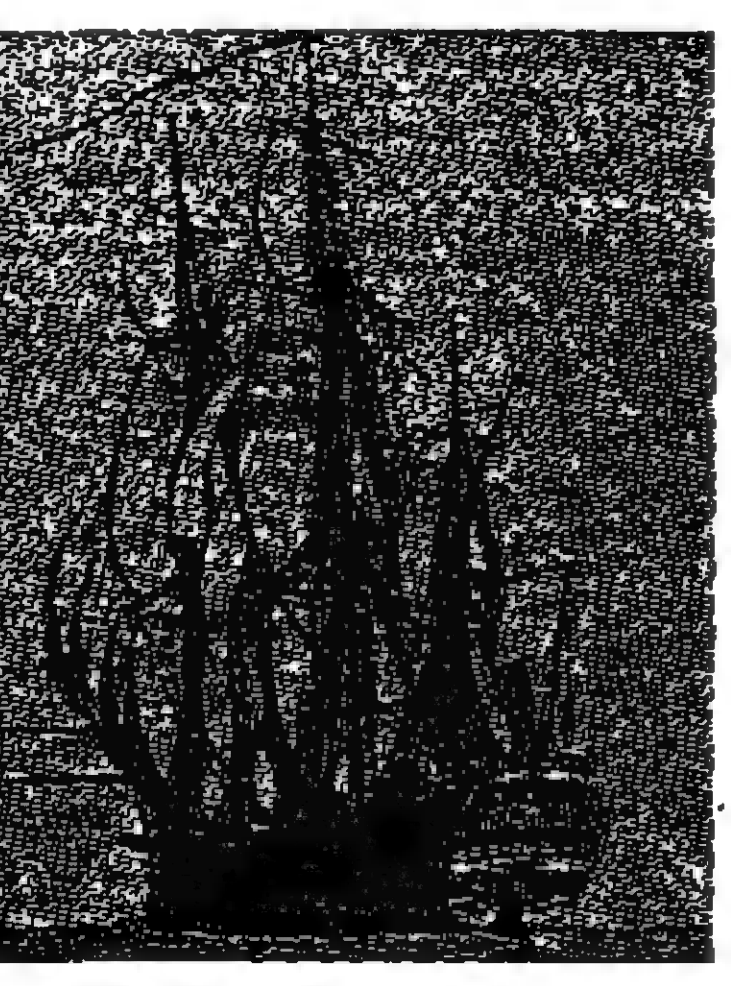
Il est vrai que Niue cultive la singularité. Cette terre, naviguant en solitaire sur une mer où les îles vont par bandes, affirme depuis des siècles sa différence comme une vraie manie. En 1774, elle reçut si mal son « inventeur » que celui-ci se vengea en la baptisant l'île « sauvage ». C'était James Cook lui-même, mais comment savoir ? Cinquante-six ans plus tard, ses habitants mirent carrément à la porte le Révérend John Williams, l'impérialiste missionnaire d'Ames de la London Missionary Society. L'Évangile dut patienter quinze années de plus — et plusieurs vaines tentatives — pour parvenir, en 1846, au sommet des falaises. Et y régner. On pourra trouver peu commun également qu'un territoire de quatre mille habitants trouve le moyen de parler deux langues bien distinctes, héritées des peuplements successifs : le *motu* (qui signifie les insulaires) au nord et le *tahiti* (les étrangers) au sud. Rien ne s'explique sans doute, mais on s'explique un nom (prononcez Nioue) invoque le secours d'une légende maorie dont le ton paraît hésiter entre les *Mille* et *Une Nuits* et *Charlie-Hobbs*. La voilà résumée : un jeune homme de l'île voyagea un jour jusqu'à Vavau, dans l'archipel des Tonga. Touché, là-bas, par le feu d'une passion, il demanda la main d'une demoiselle de haut rang. Le père, hélas ! s'était renseigné sur la patrie du prétendant et avait appris qu'il n'existait point sur cette île solitaire, le moindre cocotier. On n'aime pas beaucoup cela en Océanie ! Juste et sage, un peu paternel même, il donna néanmoins deux noix de coco à l'amoureux : « Va les semer dans ton île et reviens quand les arbres auront poussé. » Ce qui fut fait. Et dit. Le mariage eut lieu. Le nom de l'île porterait simplement la trace de

cette ancienne humiliation, mais tournée à la blague. *Niue*, lancé comme un défi et traduit librement, cela veut dire à peu près : « Eh ! regarde ! des noix de coco ! »

Tout cela, bien sûr, participe d'une tradition vaguement excentrique qui rend plausible en 1980 la présence d'un Belge de Wallonie, harassé par les fruits de la Passion. Il s'agit en l'occurrence d'un expert de la C.P.S. chargé d'améliorer les techniques locales d'état civil. Rien de plus. Quant aux « fruits » obsessionnels, ils ne doivent rien à un quelconque fantasme du célibat dans une île puritaine. C'est la principale exportation de Niue, sa richesse unique. On en fait des sorbets rue Saint-Benoît.

Mais peut-on, une fois encore, raconter le paysage ? Sûrement pas. Le tour de Niue représente 61 kilomètres, et les quatorze villages qui s'y succèdent ont la même couleur et vivent la même placidité somnolente que ceux de Rarotonga. L'histoire, quant à elle, n'est pas toujours un meilleur recours dans ces pays où elle tient en peu de mots. Les voulez-vous ? Découverte en 1774, protectorat britannique sur sa demande en 1900, Niue fut annexée l'année suivante à la Nouvelle-Zélande. Depuis 1974, elle jouit d'une très large autonomie politique, mais ses habitants — comme ceux des Cook — sont sujets britanniques et citoyens néo-zélandais. L'économie, alors ? Elle est tributaire de l'aide accordée par Wellington, affaiblie chaque année par l'émigration vers la Nouvelle-Zélande, où vivent déjà neuf mille des ressortissants de l'île. La politique ? Elle est embrouillée comme celle d'un chef-lieu de canton. On ne va pas s'y attarder, nulle tragédie ne menace.

Alors, on pense à cette question d'André Malraux, débarquant au Québec : « Mais que disent les poètes ? » Aucune voie n'est plus « royale » en effet pour toucher à des secrets qu'une fausse monotonie dissimule. J'ai écouté ceux de Niue, qui sont plus nombreux qu'on l'imagine. Easter Togiama, Phyllis Matuua, Biritha Lisimoni... Leurs vers sont amers et doux, mais traversés de sourires. Ils disent le refus des Blancs, bien sûr, et la peur du progrès, avec tous les poètes d'Océanie. Mais deux autres thèmes, plus profonds encore, courent avec leurs mots : la terre et le voyage. Les lisant, j'ai sursauté comme lorsqu'on découvre une évidence criarde que l'on n'avait point vu voir. Des bribes entières de mes premières escales me sont revenues brusquement : détails, bouts de phrases, images que — depuis Tahiti — j'avais enregistrés sans comprendre leur cohérence. Et pourtant ! J'en suis certain désormais, il n'y a pas dans tout le Pacifique de réalité plus fortes que ces deux-là. Elles habitent l'imaginaire océanien, gouvernent la vie quotidienne, organisent — en profondeur — la politique. Ce sont les deux uniques certitudes qui traversent l'incalculable diversité des peuples et des archipels, qui sautent



Mouillage dans le détroit. (S.N. cabinet des estampes.)

la barrière des langages (mille deux cents recensées en Océanie), établis par-dessus des milliers de kilomètres d'océan d'indéfinissables connivences.

La terre, bien sûr, l'enracinement dans l'espace et la nécessité d'une patrie... On devrait comprendre à la seconde, en regardant une carte, que ce continent éclaté, cette infinité d'eau semée de fragiles constellations, ces vides béants entre les îles, appellent, plus que nulle part ailleurs, la certitude rassurante d'un sol. Aucun mot n'est plus chargé de sens en Polynésie que celui de *tena*. Tout dans la culture et ce qu'il reste des traditions parle de la terre, de son partage et des mécanismes infiniment divers de sa possession. Les thèses qu'écrivent les jeunes diplômés de l'université du Pacifique sud (*Fidji*) traitent une fois sur deux du *land tenure system* dans tel ou tel territoire. La première raison d'être des juridictions coutumières — partout où elles subsistent — est de trancher les litiges fonciers. En Polynésie, les *tupa* (*puta* livres généalogiques), seules traces tangibles de l'époque obscure d'avant les contacts avec l'Occident, servent à définir la filiation des propriétés. Comme si, seule, cette chose importait vraiment. Non point seulement pour affirmer un droit de possession au sens marchand et occidental du terme, mais pour situer un individu dans l'univers, et à l'intérieur d'un groupe où le lieu de famille, compliqué par la pratique des adoptions, demeure problématique. J'en ai feuilleté un soir avec émotion qui vous vient devant de très vieux messages, des traces encore visibles d'humanité disparues. Certains, recités puis réécrits de génération en génération, plongeaient leurs racines à plus d'un demi-millénaire de distance. Ils désaient, télex, sur six ou sept siècles, le lien de chacun avec tel morceau d'une île, telle pente d'une montagne. L'exemple était polynésien, mais à quelques variantes il s'est pu être de Mélanésie ou de Micronésie.

Partout la même obsession. Rattacher l'homme à un point de terre, l'ancrer solidement à un croisement très précis de longitude et de latitude. L'exigence participe davantage de la métaphysique que de l'appropriation vulgaire ; évidemment, c'est la belle et grave revendication humaine d'un point fixe qui vous ancre dans l'univers. Cette « propriété » coutumière, au demeurant, ne doit pas grand-chose au droit particulier et absolu qui est inscrit dans nos codes. Dans la plupart des systèmes océaniques, elle est conditionnelle et communautaire. C'est un droit inaliénable et qui — surtout — peut s'éteindre avec l'absence. On ne possède donc qu'en « dépôt » et seulement ce que l'on « habite » de son labeur (1). L'inspiration est belle...

Comment auraient-ils compris en tout cas cet assujettissement poétique à la terre tous ces notables et colons venus d'Europe, pressés de dénicher ou d'acquiescer, d'individualiser aussi, pour la clarté de leurs cadastres, toutes les dentelles de l'Océanie ? Savaient-ils au moins que dans les atolls, le lagon lui-même, avec ses grottes et ses coraux, fait l'objet d'un très vieux partage ? Presque toujours, ils pulvérisent au nom d'une logique importée les divisions ancestrales qui attachent ensemble des humains, sans deviner la gravité de cette déchirure. Sans remarquer que mille et une constatactions surréalistes entouraient cette propriété-là. Protections rituelles d'une terre provisoirement quittée, tabous limités dans le temps et signes étranges sur les arbres comme à Niue (2)... Des indices qui crient pourtant comme des prières. Oui, c'est vrai, dans beaucoup d'îles d'Océanie, les impératifs de l'agriculture et du développement butent sur d'archaïques impossibilités. Des terres demeurent en friche qui pourraient produire, des plans sont bloqués net par de vieux interdits. Irrationnel ? Anti économique ? Assurément. Mais sommes-nous si sûrs que d'autres exigences ne puissent pas primer — décidément — sur celles de la production ?

Partout aujourd'hui, à ceux qui s'attardent sur une île, on raconte des épopées, des « anecdotes » ou des légendes dont le statut d'une terre est l'unique argument. Dans les îles Cook, en 1977, la Commission du Pacifique sud approuve le projet d'un parc national sur un atoll inhabité, Manus. L'autorisation est faite demandée aux habitants d'Atutaki, l'île la plus proche. Pas un des technocrates bien intentionnés de la C.P.S. n'aurait imaginé que ce projet bien anodin ferait ressurgir plus d'un siècle de mémoire collective. Et pourtant ! Il y a cent ans, des pêcheurs d'Atutaki avaient été mangés par les « gens » de l'atoll Manus, alors habités. Une expédition punitive fut organisée, et toute la population de l'atoll coupable fut ramenée à Atutaki pour y être réduite en esclavage. Ses descendants — ils sont huit cents — vivent toujours aujourd'hui, mais n'ont pas oublié les liens de « propriété » qui les attachent à leur ancienne patrie. A cause de cela, le parc national ne fut pas créé.

La terre, donc, principale figure de la symbolique océanienne — l'élément des poètes, mais ordre du jour inépuisable pour les assemblées locales.

A ce thème obsédant y répond un autre qui ne l'est pas moins : c'est celui du voyage. Ce n'est pas une banalité. L'histoire du Pacifique tout entier, quand on s'y plonge un peu, est celle de fabuleuses migrations d'un bout à l'autre de l'Océan. Des croisières folles, guidées par des étoiles, des courses intrépides sur des pirogues aux voiles d'écorce pressée, ont peuplé les îles, mélangé les races, tracé d'innombrables sentiers sur la mer. Les savants débattent encore — et ils n'ont pas fini — des itinéraires originaux et du sens de ces navigations. Virent-ils d'Asie ou d'Amérique ? Furent-ils les frères lointains des Khmers ou ceux des Peaux-Rouges ? On sait l'attrait puissant de cette vaine énigme, dont hommes et Bestes du Pacifique paraissent garder un souvenir

dans le regard. Je ne me risquerais pas au ridicule d'une opinion. Il me suffit de savoir que le thème du voyage sur la mer est au centre de toutes les cultures océaniques. Qu'il n'est pas seulement souvenir historique mais ressort profond, pulsion permanente, civilisation...

Il est l'exact contrepoint de l'insularité et de l'enracinement ; le second moteur d'une dialectique millénaire. Voyez donc, dans les îles, le rassemblement des villages et des étonnements pour célébrer un départ ou accueillir une arrivée ; voyez que le concept même d'un « allé » fait briller les yeux et bondir les imaginations. Vous abordez un archipel, et tout de suite on vous questionne ou on vous presse : « D'où venez-vous ? » En énumérant vos escales, vous voyez s'agrandir les prunelles. Vous voilà chargé d'une puissance bizarre, parce que « vous venez de loin » comme l'étaient, aux yeux des « indigènes », les premiers Européens. L'allé est toujours promesse quand on habite une île. Et toutes les îles du Pacifique se renvoient l'une à l'autre le même rêve comme dans un jeu de miroirs multipliés, une rivalité mimétique de l'espérance.

Départ, rupture, voyage... Le vieux topos est toujours là, et il agit encore, même si des besoins plus vulgaires sont venus le renforcer. Toutes les îles, ou presque, ont leur communauté d'immigrés partis au loin. Mon exemple de Niue n'est qu'un cas limite. Wallisiens ou Tahitiens à Nouméa, Samoans ou habitants des Cook en Nouvelle-Zélande, Néo-Hébridiens en Australie, Micronésiens aux États-Unis... Partout des migrations et des exils. Si la nécessité économique, la surpopulation, le chômage et le rêve consumériste poussent à quitter leur île, soyez sûr que l'éternelle mythologie voyageuse joue aussi son rôle. Or s'il on quelle est la frayeur et la nostalgie de ces émigrés, même enrichis, même installés dans des pavillons de Sydney ou d'Auckland ? C'est leur lien avec le *terroir* d'origine, leur droit de propriété, leur cordon ombilical qui risque de se rompre. C'est de lui qu'on débat dans les réunions politiques, dans les lettres et dans les journaux. C'est pour en définir la durée et les conditions de survie qu'on s'affronte dans les discours. C'est pour perpétuer et l'entretenir que les émigrés, périodiquement, reviennent « visiter » leur île. La boucle est ainsi refermée qui unit dans un balancement sans cesse menacé un équilibre perpétuellement fragile, les deux grandes tentations de l'Océanie : la terre et le voyage, la fidélité et le mouvement.

En quittant Niue dans les trépidations d'un vieux 4x4, l'émotion d'une vérité océanienne qui vaut pour moi-même. Et pour nous. La claire conscience de ces deux absolus entre lesquels, sans cesse, nous errons : le besoin d'une patrie et le courage de la quitter.

(1) Pour ces quelques lignes sur la question des terres, je dois beaucoup aux conseils avisés de M. Francis Ravault, géographe de l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer. Qu'il en soit remercié.

(2) Léon Frenck, *From the Institute of Pacific Studies à Suva (Îles Fidji)*.

Mercredi :
**SAMOAS OCCIDENTALES :
LA RICHESSE DES PAUVRES**

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2723

HORIZONTALEMENT

I. Un tas de ficelles, par exemple ; Endroit où l'on tourne. — II. Quand il est fin, c'est un bon poulet ; Bon pour le paillard ; Préfixe. — III. On lui doit la découverte d'un courant ; Fournit du sucre quand il est. — IV. Endroit où quel- quefois se rassem- blient les barbares ; Parties latérales. — V. Possessif ; In- voquée par ceux qui ne veulent pas se frapper. — VI. Prouve qu'on a été touché ; En couche ; Conche en Italie. — VII. Parfois gros pour un bœuf ; Vieille ville ; At- tendu par ceux qui veulent faire ce qui leur plaît. — VIII. Adjectif pour un marxiste ; Prince troyen. — IX. Par- ticipes qui évoquent des solates ; Pas in- nocents ; Une re- traite qui permet tout juste de vivre comme un bête. — X. Un cer- tain temps chez les Grecs ; Ne sont pas des fines mouches ; Peut faire entendre un son de cloche. — XI. Colères d'autrefois ; Pas

VERTICALEMENT

I. Peuvent dévorer le bois ; Verts, pour des goudais. — II. Un agrément d'autrefois ; Susceptible d'être retourné. — III. Le deuxième calice ; Cri dans un cirque ; Est malade quand il y a des calculs. — IV. Station chez des voisins ; Cherchée par ceux qui ont l'habitude de se frapper ; Symbole pour un métal blanc. — V. Peut se mettre en boule ; Non souvent donné à une gouvernante ; Attention quand il est petit. — VI. Auteur d'un dictionnaire latin ; Qui n'ont donc pas bavé ; Occasion de sortie, autrefois. — VII. Affluent du Danube ; Peut ravir une maman. — VIII. Aura une attitude très en- treprenante ; Brillant en Egypte ; Maître pour une alliance. — IX. Abréviation précédant une addi- tion ; Peut-être distingués à la fin d'une lettre. — X. Pas appréciée par le bœuf ; Circule en Italie ; Ville d'Allemagne. — XI. Ouvrait tout ; Fournissaient

Évoque un pas pour des soldats ; S'exprime comme un mandarin. — XIV. Abréviation marquant le début de la révolution ; Arrive parfois en courant ; Bon pour le zingueur ; Cardinale est normale. — XV. N'est pas chiche quand il est grand ; Qu'on rencontre assez souvent.

Solution du problème n° 2722

Horizontalement

I. Confluent. — II. Lui ; Cou. — III. Stallières. — IV. Prier ; Al. — V. Tasseaux. — VI. Os ; In. — VII. Un ; Amer. — VIII. Agresseur. — IX. Noé. — X. Il ; Mielte. — XI. Étoit ; Ur.

Verticalement

1. Cleftomania. — 2. Outres (cf. bouquin) ; Goff. — 3. Mlais ; Ure. — 4. Lesine ; Mo. — 5. Lo- ron ; Soir. — 6. As ; Es. — 7. Éménagement. — 8. Noé ; Lou ; Tu. — 9. Tue ; Carrier.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES —

MERCREDI 30 JUILLET

« Saint-Germain - des - Près », 14 h. 30, façade de l'église Mme Allas.

« Notre-Dame de Paris », 15 h. portail central. Mme Bachellier.

« Paris 1900 », 15 h. 15, portail de Saint-Eustache. Mme Lagrègois.

« Hôtel de Sully », 15 h. 30, rue Saint-Antoine. Mme Méry (Cours nationales des monuments histori- ques).

« Le de la Cité », 15 h. 30, métro Cité (Omnibus de la Cité et d'ailleurs).

« Hôtel de Lamoignon », 15 h. 30, métro Fontaine. Mme Hantier.

« Le Marais », 15 h. 30, rue de Sévigné (M. de la Roche).

« Le Marais », 15 h. 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« Palais Bourbon », 14 h. 30, 33, quai d'Orsay (Tourisme culturel).

« Synagogue de la rue des Rois », 15 h. 30, 2, rue Maibor (le Vieux Paris).

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Imprimé par la S.A.R.L. Le Monde.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Complémentaire paritaire n° 5745.

JOURNAL OFFICIEL —

Sont publiés au Journal Officiel des 28 et 29 juillet 1980 :

DES DECRETS

● Relatif à l'allocation de logement visée à l'article L. 610 du code de la sécurité sociale ;

● Relatif à la sélection, la production, la circulation et la distribution des matériels de multiplication végétative de la vigne.

DES ARRÊTES

● Relatif aux plafonds de loyers à prendre en considération pour le calcul des allocations de logement ;

● Fixant le plafond de loyer à prendre en considération pour le calcul de l'allocation de logement aux personnes âgées, aux infirmes et aux jeunes travailleurs ;

● Relatif aux modalités de liquidation de l'aide exceptionnelle à certains bénéficiaires de prêts spéciaux à moyen terme ;

● Portant attribution du diplôme de l'Institut national du sport et de l'éducation physique.

DES LISTES

● D'admission au collège militaire de Saint-Cyr en 1980 ;

● D'admission au collège militaire de La Flèche en 1980 ;

● D'admission au collège militaire d'Aix-en-Provence en 1980.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

WANG
FRANCE

recherche pour son agence de Paris

ASSISTANTE SUPPORT CLIENTÈLE

pour ses systèmes de bureautique programmables en langage BASIC. Connaissance anglaise souhaitée.

Adressez C.V. et prétentions à Ronald Janssens, WANG FRANCE, Tour Gallieni 1, 98, av. Gallieni, 93170 Bagnolet, tél. 360-23-11.

telesystemes

Importante Société d'Informatique recherche pour son Centre de TORCY (Marne La Vallée)

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

débutant

- Connaissance du système NOS/BE CONTROL DATA appréciée.
- Au sein de l'équipe système, il participera au travail de maintenance d'un logiciel, de conseil et assistance aux utilisateurs.

Envoyer lettre manuscrite C.V., détaillée et prétentions à :

TELESYSTEMES
21 Route Nord, B.P. 4 P.M.I. 77200 TORCY

ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN

leader dans son domaine :

Financement de créances commerciales, gestion des comptes courants de Sociétés, recherche

JEUNES CADRES CONTROLEURS

chargés de la surveillance des contrats en cours. Formation comptable niveau D.E.C.S. Expérience Cabinet Comptable appréciée. L'évolution du poste conduit vers des responsabilités d'adjoint de gestion, d'études de financement de crédit aux entreprises.

• Salaire annuel : 75/85 000 F.

• Nombreux avantages sociaux.

Envoyer C.V. et photo sous référence 9790/JT à A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS (qui transmettra)

Informez-vous sur les carrières TRANSAC !

Une croissance spectaculaire

Le chiffre d'affaires, qui était de 110 MF en 1975, s'est élevé à 325 MF en 1979 et dépassera le milliard de francs avant 1985.

Une technologie de pointe

Les distributeurs de billets et guichets automatiques de banque : TRANSAC est le premier fabricant européen de ces systèmes et l'un des leaders mondiaux, avec 2 500 unités déjà installées.

Les terminaux intelligents, mini-ordinateurs et périphériques divers : TRANSAC conçoit et réalise des matériels de haute technicité qui, associés à une très importante bibliothèque de logiciels, forment une gamme cohérente capable de répondre à la quasi-totalité des problèmes péri-informatiques.

TRANSAC a déjà installé dans le monde plus de 50 000 postes de travail.

Une maintenance efficace

Avec 38 centres couvrant l'ensemble du territoire, le service après-vente de TRANSAC constitue l'un des tout premiers réseaux de maintenance français. La S.A.V. s'appuie également sur les filiales européennes et sur 52 centres d'assistance répartis dans le monde entier.

Un personnel compétent

1 000 Ingénieurs et Techniciens

TRANSAC doit sa position privilégiée à la qualité des femmes et des hommes qui l'animent, à leur souci de rester à la pointe de la technologie, à leur aptitude à travailler en équipe et, à leur faculté d'innovation.

Industrie de matière grise, TRANSAC entend tout mettre en œuvre pour faire de la gestion de ses ressources humaines un élément essentiel de sa stratégie de développement.

La variété des activités et l'expansion de TRANSAC offrent à des :

Ingénieurs et Techniciens, Electroniciens et/ou Informaticiens

Stagiaires ou Expérimentés

un large éventail de carrières dans les domaines suivants : Recherche et Développement, Fabrication, Maintenance, Marketing, Vente.

Postes à pourvoir dans sa nouvelle implantation de MASSY (5 km du RER).

Pour tout renseignement sur les emplois et les stages, écrire à :

Alfred PRIMARD
Service Recrutement
TRANSAC
91680 BRUYÈRES-LE-CHÂTEL

transac

Nous sommes une société française qui se développe rapidement. Pour faire face à cette expansion, nous recherchons des

INFORMATICIENS

compétents

MUTEX

Envoyer C.V. et prétentions à INFO'ROP 68 Av. du Général de Gaulle 94000 CRETEIL.

SOCIÉTÉ ANONYME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

41, rue Cantagrel - 75013 PARIS recherche

INGÉNIEURS

ENST - ESE ou équivalent, attirés par les techniques de TRAITEMENT DU SIGNAL pour études théoriques et applications informatiques.

Envoyer C.V. et référence à l'adresse ci-dessus.

Constructeur MAGNÈS SPÉCIALES

Paris Nord-Ouest

offre

SITUATION ÉVOLUTIVE

à grandes responsabilités et polyvalence technique

INGÉNIEUR ASSERVISSEMENTS

électr. hydraulique - pneumatique

SCHEMAS AUTOMATISATION

mises au point, 8 ans expérience machines transfert

CHEF DE GROUPE D.E. OUTILLAGE

expérience aéronautique

ANGLAIS APPROFOND

Ecrire avec références et prétentions sous n° 67.385 à CONTEXTE P. 20, av. Opéra, 75048 Paris cedex 01.

École Supérieure d'Agriculture recherche

AGRONOME

spécial. droits sociétés et fiscalité en agriculture ou juriste social, poss. agr. agricole. Exp. ou goût enseignement.

Env. p. 87.258 à Régie-Presses, 15 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

RECHERCHONS

CHEF SERVICE ADMINISTRATIF

pour Association Internationale

- 40 ans environ ;
- Libre septembre-octobre ;
- Densité et dynamisme.

CONNAISSANCES SOUHAITÉES

Administratives et anglaises.

Envoyer C.V. manuscrit à S.M. ELBA, 7, rue Robespierre, 92022 LA COURNEUVE Cedex.

jeune ingénieur packaging

PARIS

Important Groupe Français Industrie agro-alimentaire recherche

INA - ENSIA - ENSAIA

Débutant ou ayant une première expérience. Après une formation assurée par l'entreprise, il se verra confier la réalisation d'études de packaging (technique et rentabilité). Des possibilités de carrière existent dans le Groupe. Le poste est à pourvoir à Paris.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 1995-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BIENS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES

recherche pour

LYON

CHEF DE COMPTABILITE confirmé

pour lui confier la responsabilité d'un service comptable informatisé au sein de l'un de ses établissements. Ce poste ne peut être confié qu'à un candidat possédant au minimum le DECS complet et une expérience de 5 ans dans des fonctions équivalentes.

Il requiert des qualités d'organisation, de commandement et de contacts humains.

Adressez C.V. avec photo et prétentions à n° 67263 CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

M.L.C. recherche

ANIMATEUR

secteur travailleurs migrants à compter du 1-10-1980.

Format, niveau DUT ou équiv.

Expérience. Salaire net mensuel 2.400 F. Env. candidature + C.V. à M.L.C., 10, cours Carnot 76000 Elbeuf avant le 10 sept. Ne pas téléphoner.

CABINET COMPT. SAVOIE :

ALBERTVILLE ou AIME rech. comptable (B. compt. militaire, niv. D.E.C.S. minima, 2 ans de cabinet. Situation d'avenir et stabilité. Ecr. SUDOMA, 17, bd de la Colonne 73000 Chambéry tel 10

Société recherche

AGRONOMES EXPERIMENTES

spécialistes vulgarisation et formation. Contrat entre-mur. Ecrire avec C.V. et références n° T 021.539 M, Régie-Presses, 15 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

OIL TRADER PARIS

A world-wide oil trading company with annual sales over two billion U.S. dollars seeks a highly motivated trader, to be based in Paris, who will generate market contacts and intelligence and create opportunities to trade cargoes of crude oil and products.

ESSENTIAL QUALITIES :

- First class negotiation skills
- Ability to seek out market information
- Outstanding commercial talent already demonstrated
- Good command of english and french.

DESIRABLE QUALITIES :

- Proven trading ability, preferably in oil
- Oil industry background.

A salary reflecting the required skills and experience will be paid, plus substantial bonus based on performance.

Reply with full resume, including present salary, etc., and a recent photo to

TRADER RECRUITMENT TRANSWORLD OIL LTD
c/o 39 PALACE STREET LONDON SW1 ENGLAND

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

ACHETEUR EXPERIMENTÉ

- Expérience souhaitée : — connaissance des produits métalliques et plastiques ; — schéma pour des productions de grandes séries.
- Qualités requises : — esprit d'équipe et de collaboration ; — caractère ouvert et socioneur.

Nécessité de la pratique de la langue allemande.

Adr. C.V. + photo et prét. à PERCEVAL (réf. M 26), 15, rue d'Athènes, 75008 PARIS, qui transmettra.

RÉGION LYON

JEUNE ENTREPRISE SALAISSON

SPECIALISTES LYONNAISES

MARQUE CONNUE EN PLEIN ESSOR

recherche

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

Doit être capable d'assurer et de maîtriser l'expansion et la gestion de la société, ainsi que son développement à l'exportation.

Expérience et références sérieuses exigées

Ecrire avec C.V. et photo sous n° T 31.316 M à REGIE-PRESSE, 15 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Société des Forges de Basse Indre

(dix kilomètres Ouest de Nantes)

recherche

UN INGENIEUR ELECTRICIEN EXPERIMENTE

S.U.P.E.L.E.C. I.N.P.C. E.N.S.E.E.I.N.T.

ayant pratiqué l'automatique industrielle.

Envoyer lettre et curriculum - vitas manuscrites, joindre photographie récente à M. le Directeur de la Société des Forges de Basse-Indre 44610 INDRE

WANG
FRANCE

recherche pour son agence de Paris

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Support informatique pour ordinateur V8 grand système multilingage (COBOL, RPG, BASIC, FORTRAN), gamme ordinateurs conversationnels 2800 (BASIC). Connaissance anglaise indispensable.

Adressez C.V. et prétentions à Ronald Janssens, WANG FRANCE, Tour Gallieni 1, 98, av. Gallieni, 93170 Bagnolet, tél. 360-23-11.

CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

Paris 130/160 000 F

Vous êtes avant tout un opérationnel et vous savez ce qu'est le contrôle de gestion et l'animation au sein d'une importante société commerciale. L'utilisation de méthodes de gestion modernes et la mise en application de procédures ne vous posent pas de problèmes.

Responsable de la Gestion Administrative d'une unité décentralisée, vous animerez une quarantaine de personnes, superviserez la gestion des ventes et serez de plus en rôle de contrôleur.

Compte tenu de votre expérience similaire, une formation commerciale supérieure complétée par un DECS devrait vous permettre de réussir dans cette fonction qui vous servira de tremplin dans notre groupe.

Votre pratique courante de l'anglais vous est indispensable car nous sommes la filiale d'une société multinationale américaine. Réf. 4669

Groupe Coopératif Agricole

Région Sud-Est

secteur céréales, aliments du bétail

approvisionnement - C.A. 125 M.F. - 140 personnes, recherche son

DIRECTEUR

Nous demandons :

- Age minimum : 35 ans,
- formation supérieure commerciale ou agricole,
- expérience de la distribution des produits agricoles acquise et possible dans le secteur coopératif.

Le candidat retenu devra être capable d'apporter une aide à l'entreprise, l'aspect et les méthodes commerciales susceptibles de conforter son développement.

Adressez rapidement photo, C.V., références et prétentions au n° T 021.558 M à REGIE-PRESSE, 15 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Importante Société Allemande de transformation de métaux

recherche pour son usine en France

DIRECTEUR TECHNIQUE

de formation ingénieur de production style A.M.E.N.T. ou similaire, ayant sens du commandement et des relations d'affaires.

Expérience de l'embouteillage et de l'entretien de presses et d'outillage de presses.

Des connaissances dans le domaine du traitement de surfaces (rect., poliss.), de l'assemblage (soudure, rivet, etc.) et de la peinture (électrophorèse, etc.) seraient appréciées.

De bonnes notions d'allemand souhaitées.

Votre introduction dans l'entreprise par un soutien de la maison mère et une bonne coopération avec la direction commerciale sont garanties.

Poste basé dans un site agréable en Lorraine.

Envoyer curriculum vitae manuscrit, photocopies des diplômes et prétentions, sous le n° T 021.580 M à Régie-Presses, 15 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

RESPONSABLES DE LA GESTION DES VENTES

Paris ou Lyon 100/120 000 F

Vous estimez, comme nous, qu'une bonne gestion des ventes suppose une organisation rigoureuse et une équipe pleinement responsable. Nous souhaiterions donc vous confier l'animation d'un service d'une dizaine de personnes, chargé d'assurer l'exploitation des contrats obtenus par nos commerciaux.

Après une formation du type ESC, vous avez acquis l'expérience de l'administration commerciale au sein d'une importante société qui vous a familiarisé avec l'utilisation de l'informatique.

Si, en plus, votre pratique courante de l'anglais vous permet de vous adresser à nos clients, c'est une société aux structures solides qui vous attend et dans laquelle vous pourrez donner toute la mesure de votre efficacité. Réf. 4670

Merci d'envoyer votre CV en précisant la référence, à Bruno DEMOINET,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine 75008 PARIS

à qui nous avons confié ces recherches.

IBD

CHIFFRE D'AFFAIRES 1979 : 100 MILLIARDS DE FRANCS

55 من الأصل

ILE-DE-FRANCE

La maison de Renan va devenir une « extension » du musée Carnavalet

La maison et les collections de l'ensemble Scheffer-Renan, 16, rue Chaptal, dans le neuvième arrondissement, doivent être restaurées, dans un avenir prochain, au musée Carnavalet.

C'est au cœur du quartier de la Nouvelle Athènes, lieu d'habitation au siècle dernier des artistes et des écrivains, sorte de petite ville calme et préservée, où subsistent encore quelques jardins romantiques, que vint habiter en 1830 le peintre Ary Scheffer. La maison, construite en 1830, existe encore telle que l'a connue cet illustre locataire.

Après avoir joué une belle allée d'arbres, on pénètre dans une cour aux larges pavés, encadrée de deux ateliers d'artiste et de dépendances et où l'on découvre tout au fond un charmant hôtel Restoration de deux étages aux fenêtres peintées, flanqué d'un petit jardin aux arbres centenaires.

C'est ici qu'Ary Scheffer, peintre d'origine hollandaise, s'installa, travailla, vécut pendant près de trente ans et reçut ses

amis tous les vendredis soirs. Ses « amis », c'était tout ce qui comptait dans le Paris de l'époque romantique. De Turgot à Lamennais, de Berryer à Gobineau, d'Ingres à Tourgueniev, de Lamartine à Beranger, sans oublier Pauline Viardot, George Sand et Chopin qui venaient en voisins depuis le square d'Orléans. C'était toute la musique, la peinture, la littérature et même la politique qui se donnaient rendez-vous chaque semaine chez Ary Scheffer et son frère Henry, qui était aussi un peintre de talent.

Augustin Thierry, qui avait connu Ernest Renan au Journal des débats, y amena un soir de l'hiver 1856. Le jeune et célèbre auteur de l'Éternel sur les laques éternelles allait reprendre souvent le chemin de la rue Chaptal où il avait été conquis par la chaleur de l'accueil, le milieu qui fréquentait la maison et... aussi le charme de la jolie Cornélie Scheffer, fille d'Henry et nièce d'Ary, tant et si bien qu'il l'épousa en septembre 1856.

A la mort d'Ary, survenue en 1858, sa fille, Mme Marjolin, se fit installer rue Chaptal. Elle devait y

demeurer jusqu'à sa disparition, en 1900, et, comme elle n'avait pas d'enfant, elle légua tous ses biens à sa nièce Noémi Renan, fille d'Ernest et de Cornélie, qui avait épousé Jean Pichard, écrivain et promoteur de la prose néogrecque.

Mme Noémi Renan s'installait alors rue Chaptal avec ses quatre enfants : ses fils : Ernest, le futur auteur du Voyage du Centurion, et Michel, qui épousa la fille d'Anatole France, avant de disparaître, comme son père, durant la guerre de 1914-1918, et ses filles : Mme Henriette Pichard, morte en 1972, et Mme Corie Siohan.

Les temps d'occupations

Tous ceux qui ont eu le privilège de connaître Noémi Renan ne peuvent penser à elle sans émotion intelligente, bienveillante, sensible d'une grande et profonde culture, la fille d'Ernest Renan recevait toujours ses visiteurs avec une gentillesse et une affabilité extrêmes, et s'il est permis d'évoquer des souvenirs personnels, c'est auprès d'elle que venait puiser du courage aux heures sombres de l'occupation allemande, tous ceux qui désespéraient de l'avenir.

Malgré son expérience déchirante des deux autres conflits : celui de 1870 où elle avait vu pleurer son père, Ernest Renan, après la défaite de l'armée française ; et l'horrible tragédie qu'avait été la mort de ses deux fils entre 1914 et 1918, elle n'abandonna jamais la conviction qu'elle communiquait à ses visiteurs de voir la débâcle des armées nazies qu'elle prédisait chaque fois qu'on allait la voir, mais à laquelle elle ne devait pas assister puisqu'elle mourut en août 1943 non sans avoir légué à Robert et Corie Siohan, ses enfants, sa maison et tous les souvenirs qu'elle contenait.

Ces derniers n'ont cessé, depuis lors, de veiller avec une piété, une compétence et une vigilance jamais en défaut sur le précieux héritage qu'ils vont maintenant transmettre à la Ville de Paris, pour y servir une nouvelle page d'histoire, comme l'a dit Mme Corie Siohan qui vit dans cette maison depuis quatre-vingts ans.

Les bâtiments qui composent l'ensemble Scheffer-Renan sont inscrits depuis 1963 à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. L'atelier d'Ary Scheffer, qui forme avec les collections un lieu indissoluble, est protégé dans sa totalité extérieure et intérieure. Les collections, qui ont été classées à perpétuelle demeure par les Monuments historiques en 1954, ont donné lieu récemment à un inventaire entrepris par M. Amas, inspecteur général des Monuments historiques, avec le concours du musée Carnavalet.

Un musée du romantisme

Divisées en cinq catégories : meubles, tableaux, objets d'art, tous du siècle dernier, livres imprimés et manuscrits, elles sont conservées en presque totalité dans l'atelier d'Ary Scheffer et constituent avec ce cadre exceptionnel un décor dix-neuvième siècle d'un charme certainement unique à Paris.

Parmi les meubles et les objets d'art les plus importants, on peut admirer une commode ayant appartenu à Ary Scheffer, de forme demi-lune estampillée Sobey, et des objets de style romantique dont un très beau service de porcelaine au chiffre de Louis-Philippe. Les tableaux qui sont presque tous des portraits sont signés de noms célèbres comme Delacroix, Maurice Denis ou Jacques Louis Bachelier.

Mais ce sont surtout les frères Scheffer qui sont représentés dans cette collection où le portrait d'Ernest Renan à trente-sept ans, peint par son beau-père Henry Scheffer, nous fait découvrir l'auteur de *Souvenirs d'enfance et de jeunesse* dans les débuts de son mariage et très différent du modèle de Bonnat.

Dans la bibliothèque aux six grandes portes vitrées d'acajou et aux filets de cirage, qui occupe tout le fond de l'atelier et qui y fut installée dès que celui-ci eut été terminé par Ary Scheffer lui-même, se trouvent un millier de volumes allant d'Amiel à Zola comportant des ouvrages de différentes époques mais surtout du dix-neuvième siècle et représentant un important fonds Renan.

Les manuscrits concernent Ernest Renan (bien que les plus importants aient été versés à la Bibliothèque nationale, il y a quelques années), mais aussi les correspondants de l'auteur de la *Vie de Jésus* comme, par exemple, Juliette Adam, Clemenceau, Mgr Dupanloup, Anatole France, Michelet, Fustel de Coulanges, Quicherat et combien d'autres. Tous ont été admirablement classés et répertoriés par les soins de Mme Corie Siohan.

Ces bâtiments, cette collection, ce jardin quasi secret qui constituent un de ces lieux uniques et préservés où a toujours soufflé l'esprit vont donc être confiés, comme le souhaitent Robert et Corie Siohan et selon le vœu du ministre de la culture et du maître de Paris, au musée Carnavalet, administré par M. Bernard de Montgolfier, qui envisage d'en faire en y joignant le legs George Sand, un musée du romantisme où les toiles d'Ary Scheffer conservées rue de Sévigné pourront retrouver leur lieu d'origine.

ANDRÉE JACOB.

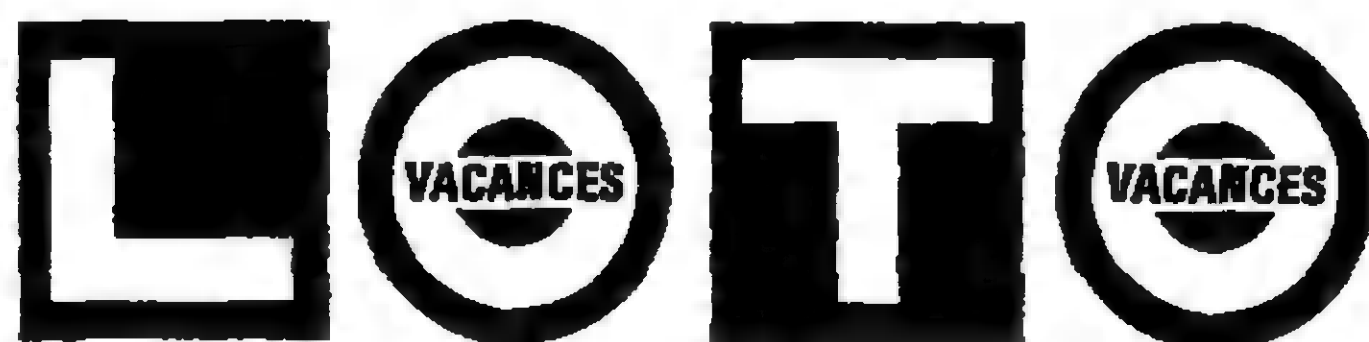
La filière bois

LE FAUBOURG SAINT-ANTOINE VEUT DÉFENDRE SES JEUNES ARTISANS

Charges fiscales écrasantes qui freinent l'embauche des apprentis, formation des jeunes qui laisse peu de temps pour l'expérience réelle et active en atelier, difficultés d'approvisionnement en matière première, telles sont les préoccupations majeures des artisans du bois. Ceux-ci les ont exposées lors d'une rencontre avec les pouvoirs publics, organisée par Eric et Jean-Marc Nordin, eux-mêmes artisans restaurateurs dans le faubourg Saint-Antoine à Paris.

M. François Salgues, chef du bureau de l'action économique à la direction de l'artisanat, a, de son côté, annoncé que l'enquête sur la filière artisanale des métiers du bois (soixante-quatre mille entreprises et cent soixante-trois mille salariés contre seize mille entreprises et six cent trente-sept mille employés pour l'industrie) va donner lieu à un prérapport qui sera diffusé à la rentrée.

En attendant la publication définitive de ce document à la fin de l'année, des mesures ponctuelles pourraient être prises. On envisage notamment d'encourager les groupements d'artisans qui souhaiteraient vendre à l'exportation. Une première expérience de ce genre vient d'être organisée à la Foire d'Augsbourg, où une délégation d'artisans français spécialisés dans les meubles en bois massif a pris contact avec des collègues allemands, qui se sont montrés intéressés par ces produits qui n'existent pas chez eux.



Les bulletins d'abonnements
SIMPLE ou MULTIPLE
vous permettent de participer à
5
tirages consécutifs

AB3

Nouveau chèque de voyage en francs français. (fort de 90 ans d'expérience internationale.)

Bonne nouvelle pour les voyageurs et les touristes. La Société Française du Chèque de Voyage (SFCV), s'appuyant sur une longue expérience dans ce domaine, vient de lancer de nouveaux chèques de voyage, libellés en francs français.

Ces nouveaux chèques de voyage SFCV, vous les trouverez dans les principaux établissements financiers en France

et dans le monde; en particulier les agences et les correspondants des établissements co-fondateurs: la Banque Nationale de Paris, le Crédit Lyonnais, le Crédit Agricole, le Crédit Commercial de France, et tous les bureaux American Express.

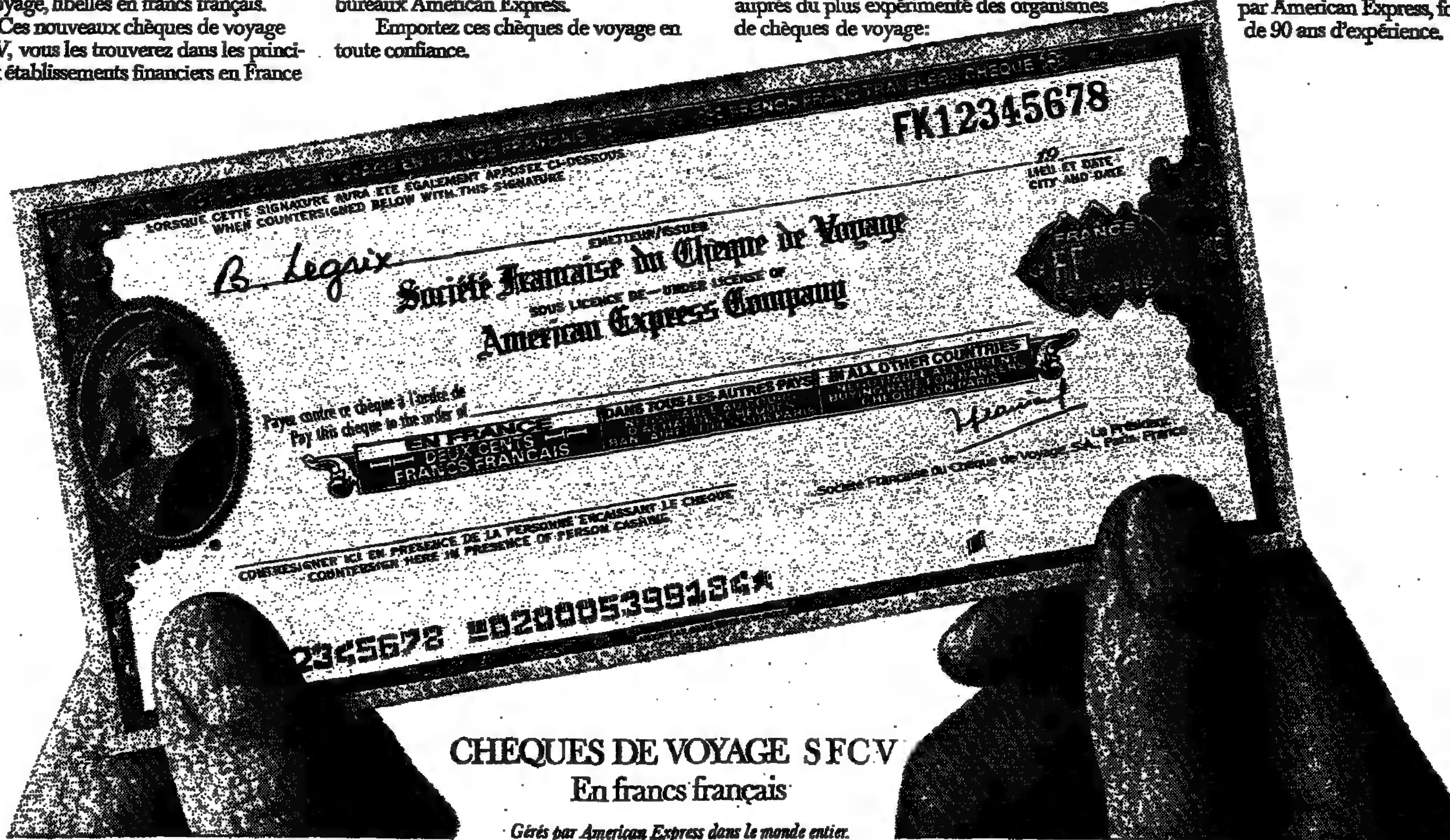
Emportez ces chèques de voyage en toute confiance.

Utilisez-les dans les magasins, les restaurants, les hôtels, pour vos billets d'avion ou vos locations de voiture.

En cas de perte ou de vol, vous pourrez obtenir un remplacement intégral auprès du plus expérimenté des organismes de chèques de voyage:

le réseau mondial American Express.

Avant de partir à l'étranger en vacances ou pour affaires, munissez-vous des nouveaux chèques de voyage SFCV en francs français. Ils sont gérés par American Express, forte de 90 ans d'expérience.



CHEQUES DE VOYAGE SFCV
En francs français

Gérés par American Express dans le monde entier.

50 من الأصل

PARIS

28 JUILLET

An pas de charge

La dernière semaine de juillet ne fut guère à la tradition de cette période de l'année consacrée aux vacances. Lundi, les rangs des commis et des professionnels étaient très clairsemés autour de la corbeille. Le volume des transactions restait encore amoindri, les maisons ont été affectuées à des heures des trois quarts d'heure à peine après l'ouverture de la séance, la quotité de tous les valeurs étaient cotées.

Cette meigreur des transactions a entraîné un recul de l'indice instantané : il a cédé 0,5 % en moyenne.

Les principales indications aux termes d'après.

Or (nouveau) (dollar) 646 50 contre 649 50		
VALEURS	CLOTURE 28/7	COURS 28 7
Barreau	190 ..	191 ..
British Petroleum	348 ..	348 ..
Chemical	67 ..	69 ..
De Beers	12 1/2	12 1/2
Imperial Chemical	370 ..	372 ..
Khai Phat Zinc Corp	485 ..	490 ..
Mail	110 ..	110 ..
Victory	133 ..	129 ..
Wm Low 3 1/2 %	33 1/2	32 3/8
Windsor Brickworks	88 3/4	89 1/2
Windsor Holdings	97 3/4	98 ..

(*) En dollars U.S.

Les écarts les plus importants se sont échelonnés entre 2 et 5 %, tandis que les cours des hausses supérieures à 2 % ne dépassent pas la demi-douzaine.

La baisse des cours enregistrée au début de la semaine, à la Bourse de New-York a freiné les velléités d'achat de la clientèle qui prend, peu à peu, conscience de la situation défavorable conjoncture française. En effet, l'INSEE, dans son enquête de juillet, souligne la baisse, à la fin de l'été, de la production dans les prochains mois et aussi le profond pessimisme qui s'est emparé du commerce de

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

THOMSON-C.S.F. — La parité d'échange pour l'exportation du Le Matériel téléphonique Thomson-C.S.F. est de huit actions Thomson-C.S.F. lousanne pour l'année 1980, pour cinq actions Le Matériel téléphonique C.S.F. Préalablement à l'automne, Thomson-C.S.F. tout en conservant la majorité absolue dans Thomson-C.S.F. lousanne, a augmenté le nombre d'actions L.M.T.-C.S.F. auxiliaires à 100.

MATRA. — Le chiffre d'affaires du premier semestre 1980 est en aug-

detail.

Alcôches a accusé une forte baisse terminant la séance à 762 francs (— 4,7 %). La Financière de Paris a cédé 4,3 %, Raffinage, Imétel et Les Ciments Français 3 %. Repêché de 2,5 % de Menard et Club Méditerranée et de la Soie. L'emprunt 4,5 % a cédé 2,7 % et 2.399 francs.

INDICES QUOTIDIENS

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1978)

25 jan. 1982	107,9	107,8
Valeurs françaises ..	107,1	106,7
Valeurs étrangères ..	111,3	111,3
Cie des AGENTS de CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)		
Indice général	107,9	107,8

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	28/7	28/7
1 dollar (en yen)	226 75	226 80

LOND

Le mouvement de reprise amorcé au début de semaine se poursuit timidement. Les industrielles progressent de 1 à 3 points. Avance des pétroles. Fermété des mines d'or. Tendance incertaine aux fonds d'Etat.

Gr (overbars) (dollars) 646 50 contre 643 50			
VALEURS	CLOTURE 28/7	COURS 28 7	
Baschem	190 ...	191 ...	
British Petroleum	348 ...	345 ...	
Caoutchouc	67 ...	68 ...	
de Suez	19 1/8 ...	18 1/8 ...	
Imperial Chemical	370 ...	372 ...	
Ho Yatsi Zinc Cor.	486 ...	478 ...	
Shell	416 ...	415 ...	
Wickste	133 ...	128 ...	
War Loan 3 1/2 %	33 1/2 ...	32 3/8 ...	
West British	82 3/4 ...	83 1/2 ...	
.....	82 3/4 ...	82 ...	

(*) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

THOMSON-C.S.F. — La parisienne d'échange pour l'apport-fusion avec Le Matériel téléphonique Thomson-C.S.F. est de huit actions Thomson-C.S.F. et de quatre actions Thomson pour cinq actions Le Matériel téléphonique Thomson. Le Matériel téléphonique a obtenu 100 millions de francs de cette opération, qui a été réalisée en l'autonomie, Thomson-C.S.F. tout en conservant la maîtrise de la filiale. Cette filiale, autre redevance, un certain nombre d'actions L.M.T.-C.S.F.

MATRA — Le chiffre d'affaires du premier semestre 1980 est en augmentation de 10,5 % par rapport au premier semestre 1979. Les ventes de France, à structures équivalentes, secteur automobile exclu, les prises de commandes ont augmenté de 12,5 % par rapport au premier semestre 1979. L'export de France, « montant supérieur à l'objectif fixé en début d'année », a augmenté de 10,5 % par rapport au premier semestre 1979. Les perspectives s'annoncent très favorables.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)
25 juil. 28 juil.

Valeurs françaises ..	107,1	106,7
Valeurs étrangères ..	111,4	111,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1981)

Indice général	107,9	107,8
COURS DU DOLLAR A TOKYO		
1 dollar (au vent)	236 75	236 80

NEW-YORK

La hausse reprend
Interrompu à la veille du week-end, le mouvement de hausse a repris, lundi, à Wall Street. Pas spontanément, toutefois, le début de séance n'ayant pas été très bon. Mais, progressivement, les cours se sont raffermis, et en clôture l'indice des industrielles enregistrait un gain de 7,34 points à 925,42. L'activité, cependant, n'a pas été très forte, et 36,25 millions de titres ont changé de main, volume d'affaires à peu près comparable à celui de ven-

Les ventes bénéficiaires, encore en cours de liquidation, ont été l'occasion d'une séance, n'ont donc pas constitué un facteur décourageant. D'après les spécialistes, ce sont encore une fois les investisseurs institutionnels qui ont été les plus intéressés par les offres, ce qui a permis de fortifier le marché. Leurs liquidités, en liaison avec les bénéfices réalisés grâce à la chute des cours, ont permis de financer l'année, sont abondantes, et pour l'instant la Bourse reste pour eux un endroit de placement privilégié. On peut donc s'attendre à ce que, par la suite, ils continuent à participer avec satisfaction aux propositions du président de la FED sur une possible réduction d'impôt sur les dividendes de l'année ou sur d'autres.

VALUES	COURS	
	25/7	28/7
Alcoa	86 5/8	87 1/2
A.T.T.	52 1/2	53 1/2
Boeing	29 3/4	30 5/8
Case Machinery Bank	48 3/4	49 1/2
du Pont du Nemours	42 3/4	43 5/8
Eastman Kodak	26 1/2	27
Exxon	76 5/8	77 1/2
General Electric	28 1/2	29 3/8
General Foods	54 1/2	54 1/4
General Motors	38 1/4	39 1/8
Grain	51 1/2	52 1/2
Grainseed	49 7/8	50 1/2
IBM	54 1/2	55 1/2
I.T.T.	28 5/8	29 1/2
Kennecott	31 1/4	32 1/8
Phillips Oil	77 1/2	78 1/2
Pratt	40 1/2	41 1/2
Schlumberger	127 5/8	131 1/2
Union Carbide	40 1/2	41 1/2
U.S.I. Inc.	37 1/2	38 1/2
U.S. Steel	45 7/8	46 5/8
Westinghouse	21 1/2	22 1/2
Xerox	24 7/8	25 1/2

Taux du marché monétaire	
Effets privés, au 25/7 ...	11 3/4 %

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

[illegible]

BOURSE DE PARIS - 28 JUILLET - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

[illegible]

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS PREC.	COURS 26-7	Achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS PREC.	COURS 26-7
Etra-Indes (50 li.)	4 032	4 837	3 829	4 190			
Allemagne (100 m.)	282 289	283 080	224	257	Or fin (à la m. barre)...	32890	32400
Belgique (100 fr.)	212 540	212 565	208	218	Or fin (au Hongr.)...	34600	35500
Espagne (100 pes.)	212 540	212 565	208	218	Pièces d'or esp.	700	710
Denmark (100 kr.)	76 828	76 848	71 580	76 580	Pièces d'or sué.	335	400
Havre (100 kg.)	84 140	84 820	81 282	85 282	Pièces com. (20 fr.)	882	6 0 80
Grande-Bretagne (5 l.)	9 857	8 100	9 258	8 658	Pièces latins (20 fr.)	806	815
Indes (100 ru.)	4 032	4 837	3 829	4 190	Pièces d'or ind.	703	700 80
Italie (100 fr.)	252 530	252 120	246	252	Pièces de 20 dollars	3964 00	3850 00
Suède (100 kr.)	88 220	88 280	95	100 800	Pièces de 10 dollars	1499	1498
Autriche (100 sch.)	32 726	32 740	31 000	31 400	Pièces de 5 dollars	328	326
Canada (100 can.)	6 834	6 702	6 558	6 558	Pièces de 1 dollar	636	635
Portugal (100 esc.)	3 270	3 285	3 180	3 180	Pièces de 10 Marcs	694	698 50
Danmark (50 can.)	3 494	3 481	3 390	3 390			
Japan (100 yen.)	1 791	1 782	1 780	1 820			

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHE OFFICIEL	COURS PREC.	COURS 26-7	Achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS PREC.	COURS 26-7
Etra-Indes (50 li.)	4 032	4 837	3 829	4 190			
Allemagne (100 m.)	282 289	283 080	224	257	Or fin (à la m. barre)...	32890	32400
Belgique (100 fr.)	212 540	212 565	208	218	Or fin (au Hongr.)...	34600	35500
Espagne (100 pes.)	212 540	212 565	208	218	Pièces d'or esp.	700	710
Denmark (100 kr.)	76 828	76 848	71 580	76 580	Pièces d'or sué.	335	400
Havre (100 kg.)	84 140	84 820	81 282	85 282	Pièces com. (20 fr.)	882	6 0 80
Grande-Bretagne (5 l.)	9 857	8 100	9 258	8 658	Pièces latins (20 fr.)	806	815
Indes (100 ru.)	4 032	4 837	3 829	4 190	Pièces d'or ind.	703	700 80
Italie (100 fr.)	252 530	252 120	246	252	Pièces de 20 dollars	3964 00	3850 00
Suède (100 kr.)	88 220	88 280	95	100 800	Pièces de 10 dollars	1499	1498
Autriche (100 sch.)	32 726	32 740	31 000	31 400	Pièces de 5 dollars	328	326
Canada (100 can.)	6 634	6 702	6 550	6 650	Pièces de 1 dollar	636	635
Portugal (100 esc.)	3 270	3 285	3 180	3 190	Pièces de 10 Marcs	694	698 50
Danmark (50 can.)	3 494	3 481	3 390	3 380			
Japan (100 yen.)	1 791	1 782	1 780	1 820			

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDRES

2. JEUNESSE : « De Sortir à L'avenir », par Thomas Moutel ; « Non, mais par crédulité », par Dominique Filtre ; « Vingt ans dans deux mois », par Grégoire Delcourt ; « Faisons de la politique », par Marc Prigent.

ÉTRANGER

3.-4. PROCHE-ORIENT

— APRÈS LA MORT DE L'EX-CHAH D'IRAN.

— POINT DE VUE : « Les faux révolutionnaires », par Tahar Ben Jelloun.

5. AMÉRIQUES

— PÉROU : M. Belaunde Terry hérite d'un pays modernisé, mais en crise.

4. DIPLOMATIE

— La conférence sur les droits de la mer.

5. EUROPE

— TURQUIE : l'opposition rend le gouvernement responsable de l'événement de deux terroristes de droit.

6. ASIE

— Taïwan, l'autre façon d'être chinois (II), par Jean de la Guénière.

— BIRMANIE : l'ancien premier ministre entre à Rangoun après onze ans d'exil.

5. AFRIQUE

— SOCIÉTÉ

7. Les suites de l'effort de Breglio : M. Poniowski et le respect de la procédure pénale.

8. ÉDUCATION

— Les formations universitaires.

10. MÉDECINE

— Le quatrième congrès international d'immunologie : les premières applications cliniques et thérapeutiques.

SCIENCES ET TECHNIQUES

9. L'accomplissement de l'espace.

— Rapprocher les fils entre la science, la technologie et la politique, un point de vue de Michel Callon et Pierre Papon.

CULTURE

11. FESTIVALS : théâtre à Sarlat ; la trilogie à Bayreuth.

— CINÉMA.

JOURS D'ÉTÉ

13-14. « Un voyage en Océanie », par Jean-Claude Guilbaud ; Méthodologie ; Informations Services ; Jeux.

LES J.O. DE MOSCOU

16. Un pari gagné.

— ATHLÉTISME : Dombrowski ; 8,54 mètres ou sont les laqueurs.

RÉGIONS

20. ÎLE-DE-FRANCE : la maison de Rensu va devenir une « extension » du musée Carnavalet.

EQUIPEMENT

21. A PROPOS DE... faillite de la Commission internationale pour la protection des ballons.

— TRANSPORTS : nouvelle guerre des tarifs aériens.

ECONOMIE

22. AFFAIRES : les difficultés des sidérurgies européennes.

— AGRICULTURE

RADIO-TELEVISION (15)

— Annonce classées (17 à 19) ; Carnet (14 et 15) ; Journal officiel (19) ; Programmes spectacles (12) ; Mots croisés (13) ; Bourse (23).

TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT S'ACHÈTE CHEZ CAPELOU

GRAND CHOIX DE MEUBLES-LITS 1 ou 2 places - Toutes essences de bois

CAPELOU

37, Av. de la République PARIS 11^e - Métro PARENTIER

Tél. 357.45.93

A B C D E F G

LE SORT DE MANUFRA

L'aide de l'État est subordonnée à des mesures de restructuration et à un engagement financier des actionnaires

Lyon. — Deux réunions lundi à Paris au ministère de l'économie et des finances, l'annonce du renoncement de M. Tapie, une manifestation syndicale mardi matin devant la permanence lyonnaise de M. Raymond Barre, tels sont les derniers épisodes de l'affaire Manufra avant le conseil d'administration de la nouvelle société prévu mercredi 30 juillet. Le transfert devrait limiter les risques de séquestration ou d'incidents.

Les réunions de lundi ont permis aux pouvoirs publics de prendre connaissance officiellement du projet de rachat des actifs de l'an-

cienne société par la nouvelle. La somme de 100 millions de francs nécessaire à cette opération devrait être versée en cinq ans. Selon diverses sources, le montant des actifs serait de l'ordre de 350 millions de francs.

L'achat à crédit se substitue donc au contrat de location-gérance qui régissait jusqu'à présent les rapports entre les deux sociétés. Mais, et l'horizon financier s'est éclairci, bien des questions — structures, désignation d'un P.-D.G., aide de l'État — restent en suspens. Elles seront au centre des nombreuses rencontres prévues dans la capitale.

De notre correspondant

C'est par une astuce juridique et financière que les inextricables difficultés de la Société nouvelle Manufra (S.N.M.) ont trouvé, lundi 28 juillet, une amorce de solution. Une première réunion dans la matinée a réuni les syndicats de l'ancienne société et M. Joseph Sanguedolce, représentant l'ancien actionnariat prépondérant de Manufra. Très officiellement, les différents parlements ont confirmé la cession des actifs de l'ancienne société à la nouvelle pour 100 millions de francs. Dans l'après-midi, les actionnaires de la S.N.M. ont entendu les représentants du ministère confirmer l'engagement de l'État. Ces propositions pourraient faciliter la mobilisation de ressources dans le cadre d'un redressement de la S.N.M., indique le communiqué du ministère de l'économie. Mais deux conditions sont maintenues pour obtenir cette aide dont le montant n'a pas encore été discuté : rétablissement de la rentabilité de l'entreprise ; nécessité d'un engagement financier des actionnaires sur un plan de redressement. En clair, il est demandé à la MACIF un nouvel apport financier. C'est l'enjeu d'une série de réunions qui vont se dérouler avant et après le conseil d'administration du 30 juillet.

Grâce au rachat des actifs (locaux, baux commerciaux) la société nouvelle pourra gagner en crédibilité auprès de ses interlocuteurs financiers. En prime, si le montage financier s'accomplit, des mesures de restructuration industrielle, une troisième aide de l'État serait, dans ces conditions, certaine. Les pouvoirs publics avaient déjà, par le biais du C.I.A.S. ou du F.I.R.S., apporté 8 millions de francs à l'ancienne société et 22 millions à la nouvelle. Le troisième et vraisemblablement dernière intervention pourrait être affectée à partir de maintenant la gestion et ne devrait en aucun cas précéder des engagements privés.

La confiance, thème valable pour toute entreprise, est vaine pour une firme convalescente. Le rachat des actifs immobiliers de Manufra représente la première démarche concrète susceptible de rassurer les banquiers et d'inciter des investisseurs. Le crédit sera plus facile si la perspective de garanties sérieuses s'ouvre enfin et les investisseurs pourraient être encouragés à l'engager.

Conséquents que l'on attrape pas des mouches avec du vinaigre, les syndicalistes de la

La sortie de M. Tapie

Pour sa part, M. Bernard Tapie, qui avait présenté le 23 juillet dernier au conseil d'administration un plan de redressement de Manufra, a décidé de renoncer. Ce plan, qui n'avait pas été repoussé par le conseil, devait être rediscuté et précisé. Car

EN DIRECT DE MOSCOU

« La bourgeoisie française aime la jeunesse saignante », estime M. Marchais

Interrogé par TF1, en direct de Moscou, lundi 28 juillet, M. Georges Marchais, qui assiste aux épreuves des Jeux olympiques pendant huit à neuf heures chaque jour, a déclaré : « Ce sont des jeux folkloriques, extraordinaires. Je vois ici la jeunesse du monde, blanche, noire, jaune, qui lutte sur le stade ou dans la piscine. La bourgeoisie française aime la jeunesse, mais elle aime la jeunesse saignante, c'est-à-dire dans les confrontations, et dans les guerres pour défendre ses privilèges de classe ».

Le secrétaire général du parti communiste estime que les Jeux sont d'un « très haut niveau » et que les médailles obtenues par les athlètes ne sont pas des « médailles en chocolat ». Si M. Jimmy Carter a lancé la campagne de boycottage, c'est, à son avis, parce qu'il redoutait la confrontation sportive « avec les pays neutres », tel Cuba. « Carter a eu peur de cette confrontation. M. Schmidt s'est aligné sur M. Carter. Giscard n'aurait fait autant si les sportifs n'avaient pas été là et si le peuple français n'avait pas été là ».

M. Marchais a assuré qu'il n'avait rencontré aucun dirigeant politique soviétique à Moscou et qu'il suffit de lire la presse locale pour s'apercevoir que « les Soviétiques soutiennent les propositions du gouvernement albanais de Babrak Karmali qui propose une négociation pour résoudre le problème. Et il y a négociation, les troupes soviétiques quittent l'Afghanistan ».

La secrétaire générale du P.C.F. a distingué « deux sortes de journa-

listes. Il y a ceux (...) qui font le trottoir la recherche du petit événement. Ceux-là ne nous intéressent pas. Il y a les journalistes sportifs, les spécialistes de la question, et l'occasion de voir que les commentaires, en général, sont très bons ».

Enfin, M. Marchais a raconté l'histoire, qui lui a été rapportée par un « ami sérieux », d'une « Andrienne » qui se promène avec un t-shirt sur lequel elle a inscrit : « Je fais partie du club athlétique du K.G.B. », ce qui est complètement ridicule. Et bien, elle se promène dans son hôtel et dans les rues, et non seulement les Soviétiques, mais les Français, les Anglais et tous les autres qui l'ont aperçue rigolent. Par conséquent, vous voyez, il y a beaucoup de liberté ».

« L'humanité », publié, mardi 28 juillet, une version corrigée de l'interview de M. Georges Marchais. Le quotidien du P.C.F. ne s'est pas contenté d'une simple remise en forme des propos du secrétaire général.

« M. Marchais avait déclaré : « La bourgeoisie française aime la jeunesse saignante. » Le terme « saignante » a disparu.

« L'appréciation selon laquelle il y a beaucoup de liberté a été supprimée. » M. Marchais établissait une distinction entre deux sortes de journalistes : ceux qui font le trottoir à la recherche du petit événement et « les journalistes sportifs, les spécialistes de la question ». Dans la version de « l'humanité », il n'y a plus de journalistes « qui font le trottoir ».

LE ROI HUSSEIN A L'ÉLYSÉE

« La reconnaissance d'Israël ne pourrait plus être éludée si... »

Le président Giscard d'Estaing devait avoir un nouvel entretien, ce mardi 28 juillet, avec le roi Hussein de Jordanie avant le départ de celui-ci pour Bonn.

Le roi, qui a eu récemment des entretiens à Washington et à Londres, et qui doit se rendre à Rome, a été reçu pendant deux heures et demie par le président de la République, mardi après-midi à l'Élysée. M. Giscard d'Estaing l'a reçu ensuite à dîner (après le coucher du soleil, en raison du Ramadan) à l'Élysée. En quittant l'hôtel de l'Élysée, le roi a déclaré que son thème était avec « un grand ami » avait été « très utile ». Il a surtout porté sur le Proche-Orient, mais, également, sur la situation mondiale et les relations bilatérales.

En réponse à une question, le roi a déclaré : « Si la résolution 242 du Conseil de sécurité (1) était appliquée par toutes les parties, la question de la reconnaissance d'Israël ne pourrait plus être éludée. La loi a réaffirmé la nécessité du retrait d'Israël des territoires occupés et s'est prononcé à nouveau pour la participation du peuple palestinien à des négociations pour aboutir à une paix « juste et durable ». Il a d'autre part qualifié d'« encourageant » l'initiative sur le Proche-Orient prise par les Neuf au Conseil européen de Venise (2).

Une controverse à l'ONU

Aux Nations unies, où la session sur la Palestine s'achève ce soir, une controverse a opposé le secrétaire général, M. Waldheim, à Israël. M. Waldheim, ayant employé le mot anglais « état » (état d'Israël) à propos du peuple palestinien, le délégué israélien à l'ONU, M. Shum, a estimé qu'il s'agissait d'une « erreur » et a demandé que ce terme ne soit plus employé. M. Shum a affirmé que le gouvernement israélien a vivement réagi à l'ONU. M. Shum, qui a été élu pour lui dire que ce terme ne modifiait pas sa position et qu'il lui était venu aux lèvres dans une allocution improvisée. « L'usage d'un tel terme est une erreur », a déclaré M. Shum. Dr. Shimon Peres n'a pas pu que penser », rétorqua M. Shum.

(1) Résolution du 22 novembre 1947 prescrivant l'arabisation des territoires occupés et le droit de tous les États à la paix dans des frontières sûres et reconnues. (2) Les Neuf se sont prononcés pour la reconnaissance simultanée des droits des Israéliens et des Palestiniens.

A Cherbourg

M. Louis Darinot, député socialiste abandonne son mandat de maire

De notre correspondant

Cherbourg. — En mars 1977 à la tête d'une liste d'union de la gauche, M. Louis Darinot, député P.S., s'était porté candidat pour son mandat de maire après avoir déjà démissionné, il y a un an, de la présidence de la communauté urbaine de Cherbourg.

On savait, depuis le 28 juin dernier, que le député socialiste de la Manche, à l'issue d'une séance particulièrement agitée du conseil municipal de la commune-centre, avait écrit au sous-préfet de Cherbourg. Mais, en dépit de nombreux commentaires, rien n'a filtré sur le contenu de cette lettre, à laquelle le préfet de la Manche répondrait ce 28 juillet en acceptant la démission de M. Louis Darinot.

Plusieurs mois, la municipalité à majorité socialiste de Cherbourg est en crise, en raison, notamment, des vives attaques de M. Jean-Richard Hélie, pourtant considéré, il y a quelques semaines, comme le bras droit et le conseiller technique de M. Darinot. Exclu du P.S. par sa propre fédération, M. Hélie avait obtenu sa réintégration par la commune-centre, mais les conflits, avant de donner lui-même sa démission du parti.

Le 27 juin, la réunion du

conseil municipal avait été marquée par une fausse sortie du maire, qui semble avoir considéré le mandat de maire comme un « mandat de confiance » et non comme un mandat de confiance.

La publication de sa lettre de démission permettra, sans doute, d'en savoir plus, mais on s'interroge déjà à Cherbourg sur les conséquences, à court et à long terme, d'une décision qui n'arrange pas les affaires de l'union de la gauche. Un conseiller municipal M.R.G. ayant, en effet, donné sa démission il y a un an, une élection partielle devra avoir lieu en septembre pour que le conseil soit complet avant l'élection du nouveau maire. Ce poste pourrait être revendiqué par M. Jean-Pierre Godetroy, député socialiste, chargé des problèmes de l'union de la gauche, mais il est probable que M. Jean Vaur, président honoraire de la chambre de commerce, habit de justice par M. Darinot aux élections législatives de mars 1978, se présentera avec le nel dans la ville de Cherbourg, ancien des formations de la municipalité, fort de son score personnel, où il avait mieux figuré que le député sortant socialiste.

NOUVELLES BRÈVES

● Le général Arturo Grijalva Amunátegui, inspecteur général de la santé pour la région militaire de Madrid, a été blessé de son garde du corps lors d'un attentat, ce mardi 28 juillet, dans le centre de Madrid. Les suites de l'attentat se sont avérées graves, mais les blessures de M. Grijalva sont de nature à lui permettre de continuer à exercer ses fonctions.

● Quatre cents ouvriers tous « sans papiers » ont manifesté, le 28 juillet, à Paris, à la veille de la réunion prévue entre la C.F.D.T. et M. Lionel Stoléru, secrétaire d'État auprès du ministre du travail, de la participation, de la C.F.D.T. réclame la régularisation de la situation des travailleurs clandestins de la construction.

Selon elle, sur mille huit cent dossiers examinés par la direction départementale de la main-d'œuvre et de l'emploi, mille cas seulement ont donné lieu jusqu'à présent à une réponse positive, et deux cent d'ores et déjà ont été refusés. La C.G.T. pour sa part, avait dénoncé l'opération de « pseudo-régularisation » (Le Monde du 24 juillet).

● Big Chief, filiale du groupe Bidermann, a décidé de licencier quatre-vingt-quatre salariés sur un total de sept cent soixante-huit personnes. Les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. de l'entreprise se sont prononcées contre cette décision. Big Chief, qui possède deux usines en Vendée, avait été racheté en février 1976 par le groupe Bidermann, après avoir clos son bilan. Elle employait à l'époque sept cent trente salariés.

Le numéro du « Monde » daté 29 juillet 1980 a été tiré à 546 169 exemplaires.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES

MESURE

A partir de 998 F dans un choix de 3 000 draperies

Fabrication traditionnelle

ROBES ET TAILLEURS

SUR MESURE

Prêt-à-porter Homme

Boutique Femme

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, PARIS (8^e)

Tél. : 742-76-61

OUVERT EN AOÛT

matin, mercredi, jeudi

de 10 heures à 18 heures

DIAMANT

Quand la parure devient placement

SOLITAIRES

0,25 carat blanc extra 4 500 F
0,75 carat blanc extra 16 700 F
1 carat blanc extra 43 000 F

ALLIANCES

0,25 carat 2 940 F
0,50 carat 4 900 F
1 carat 9 500 F

8, pl. de la Madeleine
86, rue de Rivoli - 138, rue La Fayette
Tél. : 260.31.44
Crédit personnalisé sur demande.

سكوا من الأصل